

Un regard sur le commerce israélien des armes

8 juin 2016 – Andrew

Au cours de son stage à War Resisters' International, Taya Govreen-Segal, une objectrice de conscience, a fait un exposé à la conférence « Grande-Bretagne et Palestine : histoire passée et rôle futur », tenue au collège Sarum, Salisbury, UK, le 13 février. En voici une transcription qui donne une analyse détaillée du rôle du commerce des armes dans l'occupation actuelle de la Palestine.

Je fais l'hypothèse que vous connaissez déjà le viol des droits humains en Cisjordanie et à Gaza et que vous avez entendu parler de l'occupation, du régime militaire et du siège [de Gaza], et je vais me focaliser sur une des forces qui profitent de cette situation et qui la maintiennent : le commerce des armes.

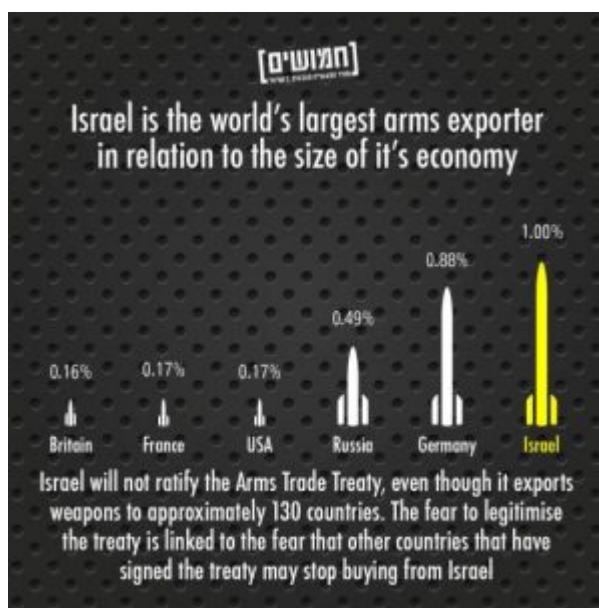


Gaza, summer 2014, source:
activestills.org

Je souhaite commencer par Gaza en 2014. À la fin de l'opération de 50 jours Bordure protectrice, Gaza était détruite. À Gaza, près de 2200 personnes ont été tuées, dont

40 à 70 % de civils, tandis qu'en Israël, cinq civils israéliens, un travailleur Thaï et 66 soldats furent tués.

Pendant la bataille de Gaza, les journaux ont commencé à parler d'armes nouvelles utilisées. Ces armes furent immédiatement commercialisées comme « éprouvées au combat ». Comme Barbara Opal-Rome l'a écrit dans Defence News, « c'est comme si nous faisons du marketing agressif à l'étranger, mais les opérations de l'IDF [Forces de défense israéliennes] influencent manifestement le marketing. Pour les industries militaires, l'opération (Bordure protectrice), c'est comme une boisson super énergétique ; c'est une bonne poussée en avant ».



hamushim info graphic 1

Le général Yoav Galant, commandant de l'opération « Plomb durci », explique comment ceci se passe dans le film de Yotam Feldman, "[The Lab](#)": transformer le sang en argent. C'est ainsi qu'Israël est devenu, rapporté à l'économie, le premier exportateur d'armes du monde.

Quand je parle d'exportations militaires israéliennes, je parle d'armes, de munitions et d'avions de combat ainsi que de formation à la guerre de guérilla, d'entraînement policier, de tactique et de moyens de contrôle des émeutes, d'exécutions et

de technologie de surveillance et de renseignements. C'est notre contribution à l'Humanité.

Pour comprendre le commerce des armes, je pense qu'il est important de comprendre comment le commerce israélien des armes s'est développé, comment il reçoit un soutien public et sa connexion étroite avec l'armée et l'occupation.

Le développement du commerce des armes

La fabrication d'armes a commencé des les années 1920 dans des fabriques illégales se cachant du Mandat britannique lorsque les sionistes qui « faisaient l'aliya » – c'est-à-dire qui émigraient en Palestine historique, souvent illégalement – découvrirent que la population arabe qui y vivait déjà avait mauvaise opinion de leur plan pour créer un État juif dans la région.



Fabrique de l'IMI, 1955

En 1933, IMI (Industries Militaires Israéliennes) fut créée, et c'est une des premières entreprises militaires israéliennes à ce jour.

Israël fut fondé en 1948 avec le discours sioniste sur un petit pays entouré d'ennemis, de Juifs n'ayant nulle part ailleurs où aller après le génocide et d'un nouveau pays survivant contre toute attente, grâce aux jeunes héros luttant pour leur patrie. Le jeune État était isolé diplomatiquement à cause du boycott de la Ligue Arabe qui menaçait de couper les liens commerciaux avec tout pays commerçant ou ayant des liens

diplomatiques avec Israël.

Ben Gourion, le premier Premier ministre d'Israël, élaborait un plan pour créer des liens commerciaux et diplomatiques et obtenir le soutien de l'ONU : de « partir de la périphérie » et d'établir des liens avec les nations visant à s'affranchir du colonialisme, surtout en Afrique. Un des besoins principaux de ces pays était les armes, qu'Israël était heureux de leur vendre sur ses propres surplus.

Un bon exemple est la Birmanie (maintenant Myanmar). En 1954, la Birmanie fut le premier pays à acheter des armes d'Israël et un an plus tard, le président de Birmanie fut le premier président à venir pour une visite officielle en Israël.

Si Israël fabriquait des fusils et des grenades, il n'était jamais autosuffisant pour la fabrication de tous ses armements et à cette époque-là il dépendait beaucoup de la France pour des armements, y compris des tanks et avions qu'il améliorait et remettait en état.

En 1967, après la guerre des six jours que la France condamna, la France cessa d'armer Israël.

En 1973, lors de la guerre du Kippour, Israël vint à court d'armements et de devises. Ceci conduisit Israël à la décision d'exporter des armes afin d'assurer ces deux besoins. En ce temps-là, l'Europe, les USA et le bloc communiste contrôlaient déjà l'industrie militaire. Qu'est-ce qu'Israël pouvait proposer aux marchés ? Quelle serait sa compétence ? La réponse fut : des armes, non pour combattre une armée, mais pour opprimer et combattre les soulèvements civils et contrôler la population civile : un champ dans lequel Israël ne manquait pas d'expérience.

Au début des années 1980, 25 % des exportations d'Israël constituaient en armes.

Dans les années 90, le commerce mondial des armes a connu deux

changements significatifs : après la guerre froide, le besoin en armes était moindre et l'Europe et les États-Unis ont changé leurs valeurs et commencé à prendre en considération les droits humains. Ce fut pour Israël une bonne occasion de les remplacer en armant les pays qui violaient les droits humains.

D'après le droit israélien, Israël est lié aux décisions du Conseil de sécurité de l'ONU, mais ceci n'a pas empêché Israël de vendre des armes au Rwanda pendant le génocide, à l'ex-Yougoslavie pendant la guerre en Serbie ou à l'Afrique du Sud pendant l'apartheid.

Même en septembre dernier, des armes israéliennes sont parvenues au Myanmar, un pays qui a été sous embargo de l'UE et les USA depuis le début des années 90.



hamushim info graphic 2

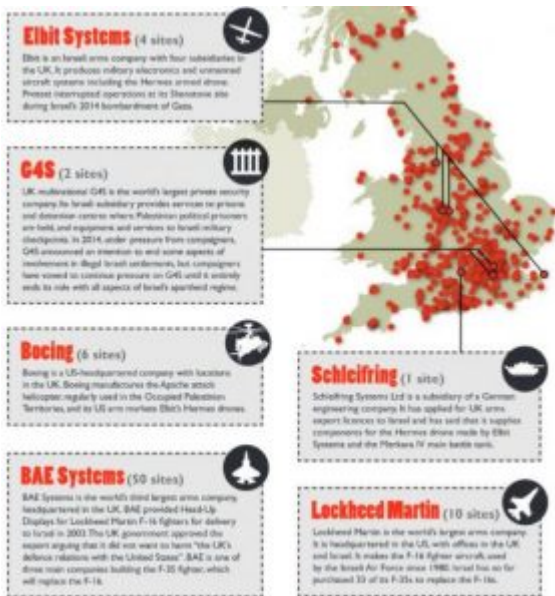
De tous les pays du monde, Israël a la première industrie sécuritaire rapportée à son économie et exporte des armes dans 130 pays. Tous les pays marqués en rouge sur cette carte achètent des armes israéliennes. Israël refuse de se joindre aux 82 États qui ont ratifié le Traité sur le Commerce des Armes et qui s'engagent à ne pas vendre d'armes pouvant être utilisées pour des génocides, des crimes contre l'humanité et des violations des droits humains, parce qu'il craint que le signer amènerait les États à cesser le commerce avec Israël.

Et voici à quoi les armes israéliennes ressemblent dans le monde :



(De gauche à droite : armes israéliennes en Éthiopie, à Ferguson, Missouri, vous savez, là où les protestations de Black Lives Matter ont été cassé violemment par la police ? La police était entraînée par Israël. Des tanks israéliens au Brésil où Israël a entraîné la police à traiter les favelas de Rio sur la base de l'expérience de l'IDF à Gaza ; une barrière israélienne au cachemire entre l'Inde et le Pakistan ; des armes israéliennes au Nigéria, au Pérou, des drones israéliens au-dessus du ciel de Gaza, Ferguson à nouveau et une barrière israélienne à la frontière Mexique-USA).

Mais Israël n'est pas seulement un des plus grands exportateurs d'armes, en 2014 c'était le sixième importateur d'armes, important principalement des USA, qui fournissent à Israël deux milliards de shekels d'aide militaire chaque année, dont 75 % doivent être utilisés pour acheter aux USA. De Grande-Bretagne, Israël importe principalement des composants pour les avions de combat et les drones ainsi que des munitions antichars et des viseurs de nuit.



Royaume-Uni-Israël : les liens par les armes

Deux exemples de sociétés d'armement ayant des sites au RU et armant Israël :

- Elbit Systems, la compagnie israélienne qui fabrique le Hermes 900, utilisé pour la première fois dans l'opération « Bordure protectrice », a 4 sites au RU
- G4S, une compagnie britannique de sécurité privée qui fournit des services pour les affaires dans les colonies de Cisjordanie, les centres de détention, les prisons pour prisonniers politiques palestiniens et les checkpoints.

Globalement, en 2014 la Grande-Bretagne a accordé pour près de 16 millions d'euros de licences d'exportation pour Israël et plus de 32 millions d'euros de licences d'exportation à double usage.

Juste un exemple sur ce que double usage signifie, car c'est un terme très ambigu. À ma première visite à une exposition d'armes sans pilote, j'ai été surprise par la manière de vendre les drones. Subitement, l'usage principal des drones était de « porter des caméras » et de « livrer des solutions ». Quand j'ai demandé à un représentant d'IAI (Israel Aerospace industries) à propos d'un drone de 30 m de long s'il

pouvait aussi être utilisé pour transporter des bombes, il a répondu : « les choses comme d'employer des drones pour des exécutions à Gaza – nous n'en parlons pas ». J'ai du mal à imaginer que ceci soit considéré comme un objet à double usage, mais peut-être les composants n'étaient-ils ? Je n'ai pas moyen de savoir.

Soutien public

Si l'on cherche à comprendre la base du soutien populaire pour le commerce des armes, il est intéressant de voir le discours populaire sur la situation sécuritaire d'Israël ; un petit pays entouré d'ennemis, isolé diplomatiquement à cause du BDS (boycott, désinvestissement, sanctions), les Juifs n'ayant nul autre lieu où aller et la survie en dépit de tout grâce à notre forte armée et à notre technologie de pointe.

Ce discours – qui n'a presque pas bougé depuis la fondation de l'État – est maintenu via le système éducatif et les médias et entretient la peur. La peur légitimise la nécessité des solutions militaires et de la militarisation de la société, seul moyen pour nous d'être en sécurité. Par exemple : cette photo de soldats armés parlant dans une école montre un scénario banal que j'ai connu bien des fois au collège ; des soldats venant à l'école pour partager leur expérience, expliquer les différents postes dans l'armée et encourager à un « service effectif ».

La peur et la militarisation contribuent à un manque de transparence. Tout ce qui a à faire avec la « sécurité » est laissé à la décision d'un petit cercle intérieur, loin du discours public sur les « raisons sécuritaires ». Ceci est vrai pour tout ce qui a à faire avec la « sécurité », que ce soit la question de la possession par Israël d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive ou pour le budget de la sécurité. Seuls 20 % du budget de la sécurité sont transparents à la Knesset (le Parlement israélien) et au Ministre des finances qui doit l'approuver. De plus, d'énormes

sommes d'argent sont ajoutées au budget initial en cours d'année sans être examinées par le Parlement.

Israel's Defence Budget, 2015	
Initial Budget	₪ 57,500,000,000
Addition for the month of December.....	₪ 5,800,000,000
US military aid.....	₪ 2,100,000,000
Addition for Operation Protective Edge.....	₪ 3,700,000,000
Special security addition.....	₪ 1,750,000,000
The Bill.....	₪ 70,800,000,000
	(Approx. £12,600,000,000)
Decisions regarding the defense budget are made in internal discussions in the military and security establishment, and are not monitored. Only 20% of the budget is transparent to decision-makers in the Ministry of Finance and the Knesset.	

En regardant le budget de la défense pour 2015, vous pourrez voir qu'après un ajout en décembre, un ajout pour l'opération Bordure protectrice, un ajout sécuritaire spécial et l'aide militaire des USA, le budget est environ 20 % plus grand qu'à l'origine.


Ce manque de transparence est aussi vrai pour le commerce des armes. Le service de contrôle des exportations n'a été créé sur pression américaine qu'en 2007 et fait partie du ministère de la défense. Il consiste en 2 ou 3 employés responsables du suivi de 8000 personnes et compagnies et de 400 000 licences de fabrication et d'exportation par an. Cette information sur le nombre de licences, ainsi que la donnée sur 130 pays n'a été connue que grâce à une requête sur la liberté d'information effectuée par Eitay Mack, un juriste des droits humains, mais il nous reste à découvrir qui sont les 8000 personnes et compagnies car en ce moment seuls 0,02 % de leur noms sont indiqués.

Le commerce des armes et l'occupation

Toute cette industrie dépend de l'occupation et de l'usage par l'IDF des armes développées pour la guerre et pour le maintien

de l'occupation ; non seulement le ministère de la défense et le gouvernement ne stoppent pas les exportations, mais ils les soutiennent et les assistent. Ce n'est que récemment qu'il a été révélé que le ministère de la défense donne aux marchands d'armes des lettres de recommandation dans lesquelles ils déclarent que l'armement en question a été utilisé avec succès par les soldats de l'IDF.

Ceci se voit aussi à l'ISDEF, la plus grande exposition d'armements d'Israël, qui est présentée comme le meilleur endroit pour « rencontrer vos homologues d'Israël, par exemple les utilisateurs finaux et les décideurs de : l'IDF, le MOD (Ministère de la défense), la police, le service des prisons, le service incendie, le SAR (recherche et sauvetage), les industries de la défense, les agences de sécurité civile et les services gouvernementaux ». Elle déclare aussi qu'il y aura « des responsables internationaux et des professionnels de l'industrie de plus de 90 pays » mais il est impossible de trouver une liste des pays.



As a Visitor You Will Have Access To:

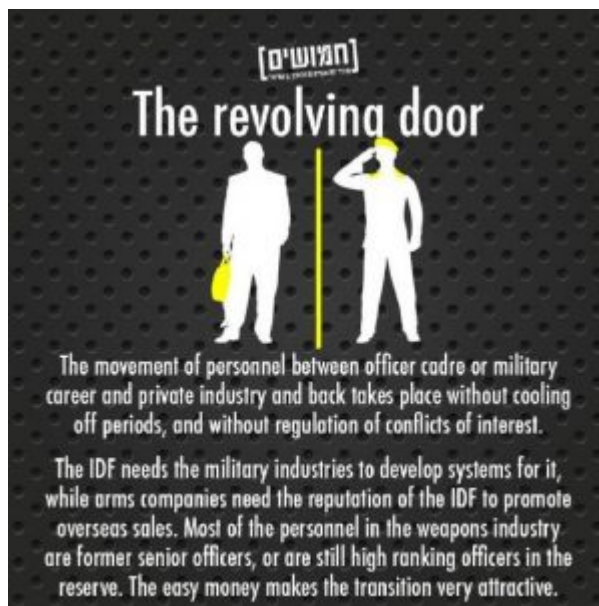
Network	Visitors
<ul style="list-style-type: none">Meet with your counterparts from Israel such as end users and decision makers from the IDF, MOD, Police, Prison Service, Fire Department, SAR, Defense Industries, Civil Security Agencies and Government Offices.Conduct market research and sales meetings in conjunction with the Exhibitions.Participate in Conferences, Seminars and Workshops parallel to the Exhibition.Watch new innovations being presented in the Live Demonstration Area.	<ul style="list-style-type: none">Mingle with other visitors from the defence and homeland security arena including leading Decision Makers and Authorities from Military, Police and Special Forces, SWAT, SAR and Homeland Security.All of the invited guests and visitors consist of official delegations, industry professionals, government officials, decision makers from the Military, MOD, Law Enforcement Agencies and Security and Intelligence Agencies from Israel and abroad.
Exposure	International Delegations
<ul style="list-style-type: none">to more than 250 exhibiting companies from Israel and abroad.International officials and industry professionals from over 90 countries.	<ul style="list-style-type: none">Direct access to Ministers, Deputy Ministers, Chiefs of Staff, Generals, Commissioners and many other influential decision makers and leaders from across the globe.

Source: site de l'ISDEF

Présente à cette exposition comme journaliste, c'était la première fois que j'étais exposée au commerce des armes, et je fus choquée par sa normalité apparente, tous ces gens déambulant, regardant des armes « éprouvées au combat », testées et certifiées tueuses de gens, pourtant l'atmosphère était juste comme n'importe quelle autre exposition, ils auraient pu pareillement vendre des appareils photo ou des

cosmétiques.

Mais qui sont ces trafiquants d'armes ? Nombre d'entre eux sont d'anciens officiers supérieurs, certains encore réservistes, en va-et-vient entre l'armée et l'industrie. L'armée a besoin de ces industries militaires pour développer des systèmes pour elle, tandis que les compagnies d'armement ont besoin de la réputation de l'IDF pour promouvoir les ventes à l'étranger.



Source: Hamushim

Cette porte pivotante se produit à plusieurs niveaux :

- Des anciens combattants des unités spéciales partent comme gardes de sécurité en Arabie Saoudite ou au Kenya (comment les recruteurs de ces pays obtiennent-ils les noms des anciens combattants ?)
- Des diplômés de l' « administration civile » vont dans des services de consultants sur la base de leur expérience dans le contrôle de la population civile sous gouvernement militaire en Cisjordanie, et dans des choses telles que délivrer des permis de passer aux Palestiniens.
- Des officiers de haut rang et des généraux vont dans l'exportation et la médiation. La médiation consiste à assister d'autres pays à vendre les uns aux autres. À peu près partout ce genre de boulot exige un permis,

mais pas en Israël.

Ceci veut dire que les généraux, qui choisissent de partir en guerre, s'impliquent dans les nouvelles armes utilisées en combat comme des VRP pour les produits de leurs associés – produits qui peuvent ensuite être estampillés « éprouvés au combat ».

Comme lors certains usages dans l'Histoire, de nos jours le commerce des armes est utilisé comme un moyen diplomatique : par exemple, vendre des armes au Rwanda et au Nigéria en échange de leur abstention au conseil de sécurité de l'ONU sur le vote de la reconnaissance de la Palestine.



Source: Ynet

Un autre exemple, c'est les armes données au rabais au Rwanda et à l'Ouganda en échange de leur accord pour accepter des demandeurs d'asile du Soudan et d'Érythrée.

Et si vous n'êtes pas encore convaincus, je laisse les trafiquants d'armes parler pour eux-mêmes. L'un d'eux a dit à Haaretz : « Un scénario où il n'y aurait pas de grandes opérations militaires dans 20 ans toucherait sévèrement les industries de l'armement ».

La question restante est : comment travaillons-nous contre ça ? À Hamushim, nous nous focalisons sur la société

israélienne : en répandant l'information et en faisant campagne nous essayons de changer le discours des industries militaires comme nécessaires à la sécurité, pour déplacer le discours sur leur rôle belliciste et profiteur de guerre.

Le général Yoav Galant a parlé de l'hypocrisie des pays qui condamnent la guerre et qui achètent les armes qui sont testées, et j'ai tendance à être d'accord. Quiconque veut que ce conflit sanglant finisse doit cesser de l'alimenter avec des armes. Et c'est vrai de tous les conflits.

Ici en Europe, il semble que les choses aillent dans la bonne direction : l'IDF a demandé aux compagnies israéliennes d'armes de développer des composants achetées en Europe jusqu'à présent parce que la fourniture n'est pas suffisamment régulière pour s'appuyer dessus. Et elle craint que des éléments soient interdits exportation vers Israël.

Alors qu'il pourrait paraître qu'un embargo sur les armes n'aurait pas d'effet sur Israël car il serait capable de faire ses propres armes, ce n'est pas complètement vrai. En plus qu'Israël soit le sixième plus grand importateur militaire, les accords d'Israël avec les USA l'empêchent de fabriquer des produits en compétition avec ceux des compagnies américaines. De plus, 75 % de la fabrication sécuritaire israélienne est pour l'exportation. Les industries militaires israéliennes se concentrent actuellement sur le développement d'armes nouvelles et innovantes ou d'additifs aux armes existantes pouvant surprendre dans le champ de bataille et donner un avantage stratégique. Sera-t-il financièrement faisable de développer des armes sachant qu'elles ne seront utilisées que par l'IDF est pas vendues ensuite comme éprouvées au combat ?

Selon le droit britannique, la Grande-Bretagne a toutes les raisons de stopper le commerce des armes avec Israël. D'après le droit britannique, les armes ne devraient pas être vendues s'il y a un risque qu'elles soient utilisées pour la répression intérieure, pour aggraver des tensions ou des

conflits existants, et devrait tenir compte du respect du droit international par le pays acheteur. Alors selon ses propres lois, la Grande-Bretagne a toutes les raisons de stopper le commerce des armes avec Israël.

J'aimerais finir par une action que je trouve stimulante. Cette occupation du toit d'Elbit a fait stopper la fabrication pendant deux jours pendant l'opération Bordure protectrice, et les charges contre les militants ont été abandonnées parce qu'Elbit ne voulait pas exposer ce qu'il fabriquait, de peur que cela prouve que son activité était illicite.

En tant que militants intéressés à promouvoir une paix juste entre la rivière Jourdain et la mer Méditerranée, stopper le commerce des armes avec Israël devrait être au plus haut de notre liste de priorités. Le commerce des armes avec Israël est un des moyens les plus directs par lequel d'autres pays sont impliqués dans l'occupation et ils devraient être acculés à stopper cette participation. L'occupation du toit d'Elbit est précisément un des nombreux moyens de viser cette participation.



Des militants du Royaume Uni occupent le toit de l'usine d'Elbit Systems.

Publié dans [War Profiteers News, May 2016, No. 50](#)

Source : [A Perspective on Israel's Arms Trade](#)

Traduction : JPB pour BDS France

Mobilisation BDS au salon de l'armement Eurosatory le 13 juin 2016



Plus d'une dizaine de militant-e-s de la Campagne BDS France vêtus du T-Shirt « Boycott Israël Apartheid, et des militants de l'AFPS, sont intervenus à l'entrée du salon Eurosatory ce lundi 13 juin, et ont diffusé des tracts appelant à un embargo militaire contre Israël.

Quelques PHOTOS ici :

<https://goo.gl/photos/JtB9QqnQvnmJTHDe6>

VIDEO: <https://www.youtube.com/watch?v=tfXeeWd0nVg>

Eurosatory est un salon international de la défense terrestre

et aéroterrestre qui a lieu tous les deux 2 ans au Parc des expositions de Villepinte et qui se produit cette année dans un contexte de tensions internationales et d'état d'urgence en France.

L'objectif de l'action, menée dans le cadre de la Campagne BDS contre l'impunité d'Israël et pour que cet Etat se conforme au droit international, était d'attirer l'attention des visiteurs et de manifester notre colère contre la participation d'Israël à ce salon de marchands d'armes.

Nous dénonçons ce salon de marchands de mort, et de nombreuses associations anti-guerre, nationales ou internationales, étaient également présentes.

Nous avons vivement dénoncé l'Etat d'Israël, qui tire profit de sa guerre coloniale et sa politique d'apartheid contre le peuple palestinien pour vanter les mérites de son matériel militaire et répressif « testé en situation réelle ».

Les militaires israéliens présents pour promouvoir leurs stands sont pour la plupart des criminels de guerre passibles de lourdes condamnations par la Cour pénale internationale. Les massacres à Gaza de 2014 et les autres politiques répressives d'Israël servent de laboratoire pour les puissances militaires qui cherchent à briser la résistance des peuples qu'elles veulent assujettir.

L'accueil de ces marchands d'armes et les nombreux accords de coopération militaire et sécuritaire noués entre la France et Israël sont plus qu'indécents, mais ils n'empêcheront pas le développement international de la Campagne BDS, qui remporte de nombreuses victoires malgré les tentatives d'Israël, et ici du gouvernement actuel, de la criminaliser.

Nous appelons à répondre à l'appel de la société civile palestinienne pour l'embargo militaire contre l'Etat d'Israël jusqu'à ce qu'il respecte le droit international, et à amplifier cette campagne pour l'arrêt de toute relation à des

fins militaires et sécuritaires avec Israël.

EMBARGO MILITAIRE CONTRE ISRAEL !

EUROSATORY, ASSEZ DE TUERIES!

BOYCOTT ISRAEL APARTHEID !

La Campagne BDS France

www.bdsfrance.org – campagnebdsfrance@yahoo.fr

ENGLISH

ISRAEL AT EUROSATORY WEAPONS FAIR : STOP THE MILITARY COOPERATION WITH THIS CRIMINAL STATE!

Today 13 June activists of the BDS France Campaign, dressed in “Boycott Apartheid Israel” T-shirts, together with activists from the France-Palestine Solidarity Association, conducted an action at the entrance to the Eurosatory weapons fair and distributed leaflets calling for a military embargo against Israel.

Eurosatory is an international arms fair for ground and air defence systems, which is held every two years at the exhibition centre in Villepinte near Paris, and which takes place this year in a climate of global tension.

The objective of the action, conducted in the framework of the BDS Campaign against Israel’s impunity and which aims to force this State to comply with international law, was to attract the attention of visitors and to express our anger at Israel’s participation in this fair for weapons dealers.

Numerous national and international anti-war

organizations were present to join us in condemning this gathering of the merchants of death.

We vehemently denounced the State of Israel, which takes advantage of its colonial war and its policies of apartheid against the Palestinian people to promote its military and repressive equipment "tested in real conditions".

Most of the Israeli military personnel who were present to promote their stands are war criminals and liable to heavy sentences by the International Criminal Court. The 2014 massacres in Gaza and other repressive policies by Israel serve as a laboratory for military powers who seek to break the resistance of the peoples they want to subjugate.

The hosting of those weapon dealers and the numerous military and security agreements between France and Israel are more than indecent, but they will not prevent the international development of the BDS Campaign, which is achieving many victories despite the attempts by Israel and the current French government to criminalize it.

We call for a response to the appeal by Palestinian civil society for a military embargo against the State of Israel until it respects international law, and to amplify this campaign by putting an end to all military and security relations with Israel.

MILITARY EMBARGO ON ISRAEL !

EUROSATORY, STOP THE KILLING!

BOYCOTT APARTHEID ISRAEL!

The BDS France Campaign

=====

Israël au salon Eurosatory: Halte à la coopération militaire avec cet état criminel !

ISRAEL AU SALON EUROSATORY :

HALTE A LA COOPERATION MILITAIRE AVEC CET ETAT CRIMINEL !

Le salon international Eurosatory qui se tient tous les deux ans est consacré à la défense terrestre et aéroterrestre. Il aura lieu, du 13 au 17 juin 2016, au Parc des expositions de Villepinte.

En cette période de fortes tensions internationales, d'état d'urgence et de politique va-t-en-guerre de la France, il suscite cette année une mobilisation importante des citoyens qui refusent les politiques militaires destinées à briser la résistance des peuples face aux injustices. Cette vitrine des industries de la mort est en soi choquante et tous les Etats qui profitent de ce commerce criminel sont à dénoncer.

Parmi eux, Israël, l'un des Etats les plus dangereux du

monde, est à nouveau accueilli.

Nous, militants de la Campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions), tenons à rappeler qu'Israël bafoue constamment le droit international, dont les résolutions de l'O.N.U, impose depuis longtemps au peuple palestinien une politique illégale coloniale, d'apartheid et d'épuration ethnique, pour tenter de l'écraser, et profite de son impunité pour développer ses exportations de matériel militaire et de sécurité. Son argument de vente : « ce matériel répressif est performant, parce qu'il a été testé en situation réelle sur le peuple palestinien ». C'est ce que diront dans les stands d'Israël des militaires passibles de jugements et de condamnations devant la Cour pénale internationale.

Ainsi, les massacres à Gaza de 2014 et les autres politiques répressives d'Israël servent de laboratoire pour les puissances militaires qui cherchent à briser la résistance des peuples qu'elles veulent assujettir. Accueillir de tels marchands d'armes est plus qu'indécent.

Il est nécessaire de dénoncer aussi les nombreux accords de coopération militaire et sécuritaire entre Israël et la France, souvent développés sous le prétexte de collaboration anti-terroriste : les consultations stratégiques bilatérales, les rencontres entre autorités militaires, les échanges d'expertise technique et de savoir-faire au niveau des différentes armées et des services de police, entre les services de renseignements, la coopération industrielle avec création d'entreprises franco-israéliennes, les projets communs dans le domaine de la recherche. En septembre 2015, l'accord entre le Technion, en pointe dans la conception des drones militaires, qui survolent Gaza en permanence, et l'Ecole Polytechnique a soulevé la protestation de nombreux élèves de cette école et de professeurs...

La campagne internationale BDS se développe et remporte de

nombreuses victoires, malgré les tentatives d'Israël, et ici du gouvernement actuel, de la criminaliser.

La société civile palestinienne a lancé un appel (<https://bdsmovement.net/files/2011/07/BNC-call-for-military-embargo-9-7-2011-Français.pdf>) pour la mise en œuvre d'un embargo militaire international contre l'Etat d'Israël, jusqu'à ce qu'il respecte le droit international. Nous vous appelons à rallier cette campagne pour l'arrêt de toute relation à des fins militaires et sécuritaires avec Israël.

[Données pour un embargo militaire contre Israël](#)

ISRAEL DEGAGE DES SALONS SUR L'ARMEMENT, LA DEFENSE ET LA SECURITE !

La Campagne BDS France – Site : www.bdsfrance.org – Contact : campagnebdsfrance@yahoo.fr

Attaques d'israël contre le BDS, le BNC lance un appel à l'ONU

Chers soutiens du BDS

Nous en appelons au Haut Commissaire des Droits Humains de l'ONU pour qu'il prenne les mesures nécessaires pour soutenir et protéger les droits des défenseurs palestiniens,

israéliens et internationaux des droits humains qui mènent une campagne non violente pour les droits des Palestiniens, notamment le mouvement BDS.

Agissez maintenant: [signez notre appel à l'ONU](#) sur la guerre répressive d'Israël contre BDS

Israël, qui a échoué à arrêter le soutien grandissant dans le monde entier au mouvement de Boycott Désinvestissement et Sanctions (BDS) pour la liberté des Palestiniens, la justice et l'égalité, lance maintenant une revanche désespérée et dangereuse.

À la demande d'Israël, les gouvernements des États Unis, du Royaume Uni, de France, du Canada et d'ailleurs présentent des lois antidémocratiques et prennent d'autres mesures répressives pour affaiblir le mouvement BDS. En France une militante a été arrêtée simplement parce qu'elle portait un t-shirt BDS. Israël se sert de ses services de sécurité pour espionner illégalement des militants BDS de par le monde.

Israël vient d'imposer une interdiction de déplacement au cofondateur du mouvement BDS, Omar Barghouti. Cette mesure de répression est considérée comme un pas vers l'annulation de son droit de résidence, selon une menace proférée par des ministres israéliens quelques semaines plus tôt.

C'est la suite de menaces à peine voilées de violence physique contre lui de la part de ministres israéliens, qui a incité Amnesty à exprimer sa préoccupation pour « **la sécurité et la liberté du défenseur des droits palestinien Omar Barghouti** ».

L'énorme campagne israélienne de répression à l'égard des défenseurs des droits humains et du mouvement BDS est conçue pour se protéger d'avoir à rendre des comptes pour ses violations du droit international.

Au moment où le peuple palestinien et les gens de conscience de par le monde commémorent la Nakba de 1948, le nettoyage

ethnique de la plupart des Palestiniens indigènes, prendre la défense du droit des défenseurs des droits humains qui luttent pour les droits inaliénables des Palestiniens, est plus crucial que jamais.

Ajoutez s'il vous plaît votre nom à notre appel et partagez le largement.

#RightToBoycott

Nous vous avertirons quand nous enverrons l'appel à l'ONU.

Merci beaucoup

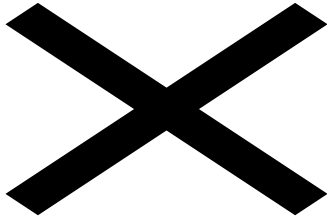
Le Comité National Palestinien BDS

Source: [BDS Movement](#)

Un parti des Pays-Bas vote des sanctions contre Israël

Adri Nieuwhof

Lors de son congrès national du 16 avril, le parti libéral D66 – D pour « démocrates » – a appelé ses législateurs à promouvoir les demandes de l'Union européenne afin qu'Israël mette un terme à la construction de colonies dans les territoires occupés, ainsi qu'à d'autres violations des droits de l'homme.



La résolution de D66 – adoptée à une majorité de 75 % – stipule que, si Israël ne tient pas compte des demandes, l'accord associatif entre l'UE et Israël « *pourrait être (en partie) suspendu* ».

C'est la première fois, en fait, qu'un parti politique néerlandais exprime son soutien à des sanctions contre Israël en raison des violations permanentes par ce dernier de l'article 2 de l'accord entre l'UE et Israël, lequel article soumet les privilèges commerciaux à des conditions de respect des droits de l'homme fondamentaux.

D66 occupe actuellement 12 des 150 sièges à la Chambre basse du Parlement néerlandais et 10 sièges sur 75 au Sénat. Il occupe également 4 des 26 sièges des Pays-Bas au Parlement européen.

Ron Eisenmann, président du groupe de lobbying hollandais en faveur d'Israël, CIDI, n'a pas tardé à accuser D66 de sectarisme anti-juif – répétant ainsi des accusations qu'Israël et ses alliés ont fréquemment lancées à l'adresse du mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS).

« *Le monde est à feu et à sang, mais D66 adopte une motion contre Israël. On va vers deux poids deux mesures avec BDS et l'antisémitisme* », a tweeté Eisenmann.

Mais la résolution de D66 est tout simplement un appel à réclamer des comptes à Israël en raison de ses violations systématiques et permanentes des lois internationales.

Des dizaines de membres du Parlement européens et 46 organisations humanitaires internationales ont également réclamé la suspension de l'accord entre l'UE et Israël en tant que moyen de pression sur Israël pour qu'il mette un terme à ses abus.

L'activisme des jeunes

[La résolution](#), présentée par la section des jeunes de D66, a été le résultat d'une approche profonde des droits de l'homme, a déclaré Bart Vosmer, secrétaire politiques des Jeunes Démocrates, dans *The Electronic Intifada*.

Et d'ajouter que les Jeunes Démocrates avaient discuté des violations des droits de l'homme dans le monde et en Palestine en particulier et qu'ils en étaient venus à la conclusion que des sanctions pouvaient constituer une option afin de modifier cette situation.

En tant que parti libéral, D66 soutient le commerce, mais il veut également promouvoir les lois internationales, a expliqué Vosmer.

Il a également fait remarquer que les priorités commerciales octroyées par l'accord entre l'UE et Israël sont soumises à des conditions de respect des droits de l'homme.

L'appel en vue de la suspension de l'accord a donné lieu à un débat très animé, au cours duquel le parti a même été accusé de vouloir « isoler » Israël.

Mais Vosmer a répondu que les Jeunes Démocrates avaient infirmé cette allégation en disant que les violations par Israël des droits de l'homme duraient depuis de nombreuses années et que de très nombreux rapports et preuves le confirmaient.

Les Jeunes Démocrates, qui comptent 5 500 membres, constituent l'un des plus importants mouvements de jeunes des Pays-Bas. Il

recherchera la coopération avec des organisations européennes sœurs afin de réaliser son objectif.

En attendant, les libéraux ont posé un exemple à l'adresse du Parti de la gauche écologique et du Parti socialiste, les deux principaux partis hollandais de gauche, qui vont devoir eux aussi adopter une position tranchée du même genre.

Publié le 18 avril 2016 sur [The Electronic Intifada](#)

Traduction : Jean-Marie Flémal



Adri Nieuwhof est une avocate des Droits de l'Homme, installée en **Suisse** et collaboratrice de l'**Electronic Intifada**. [Vous trouverez d'autres articles du même auteur sur ce site.](#)

Iran, Israël : vers un Moyen-Orient sans armes nucléaires ?

En cette « journée de la terre en Palestine », plus de 60 personnes ont assisté le 30 mars 2016 à la conférence de **Patrice Bouveret [1]** à Clermont-Ferrand.

Cette conférence était organisée dans le cadre de l'Appel du 26 avril de la Compagnie théâtrale Brut de béton production [2], en partenariat avec AFPS 63, Puy-de-Dôme Nature Environnement, ATTAC 63, LDH 63 et Amis du Temps des Cerises, et accueillie dans la salle Conchon, avec le soutien de la municipalité de Clermont-Ferrand.

La vidéo de la conférence est aussi accessible ici :
<https://amistempsdescerises.wordpress.com/2016/04/05/un-moyen-orient-sans-armes-nucleaires-patrice-bouveret/>

Patrice Bouveret a rappelé les responsabilités de la France dans le développement des capacités nucléaires de l'État d'Israël, dès sa création en 1948. La France a été le premier partenaire militaire d'Israël de 1950 à 1967. Des ingénieurs israéliens étaient présents en Algérie durant tous les essais nucléaires français, jusqu'à ce que De Gaulle y mette un terme pour garantir l'autonomie de la France dans ce domaine. Puis il mit en place un embargo sur la coopération militaire, suite à la guerre de 1967, qui sera progressivement aboli sous Mitterrand.

L'Afrique du Sud, à l'époque de l'apartheid, a fourni de l'uranium et mis à disposition ses zones désertiques pour probablement au moins un essai israélien. Les États-Unis ont aussi fourni un réacteur nucléaire civil et de l'aide technique (avec un frein sous Kennedy qui voulait garder le monopole US). Plus récemment l'Allemagne a fourni plusieurs sous-marins permettant de lancer des têtes nucléaires (une tête miniaturisée a plus de 10 fois la puissance de la bombe d'Hiroshima).

Le nucléaire israélien est opérationnel depuis les années 70, avec actuellement un stock d'au moins 80 têtes (pour comparaison, la France aurait environ 300 têtes). Des enjeux nucléaires ont été présents dès les guerres de 1967 et de 1973. La stratégie israélienne est toutefois de rien révéler ni reconnaître sur son potentiel nucléaire, sur son obtention, sur les risques de cette course aux armes de destruction massive, tout en ne signant pas le Traité de non-prolifération depuis 1970 (comme l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord) afin que les États-Unis continuent à les soutenir. Cette non reconnaissance leur évite en outre d'être poursuivis ou

inspectés, et d'avoir à participer à des négociations sur le désarmement nucléaire.

Une utilisation de l'arme nucléaire détruirait une grande partie du Moyen Orient et serait suicidaire du fait des retombées radioactives inévitables sur le territoire israélien. Mais Israël poursuit la modernisation de son arsenal nucléaire, sans qu'aucune sanction ne soit prise à son encontre par la communauté internationale. Au contraire, plusieurs États, dont la France, contribuent à soutenir l'industrie militaire d'Israël.

Les ambitions nucléaires d'autres États de la région (Syrie, Irak, Égypte, Arabie saoudite, Iran) n'ont pas abouti à ce jour. Si on veut vraiment mettre un coup d'arrêt à la prolifération nucléaire au Moyen-Orient, il faut sortir du deux poids deux mesures. Pourquoi Israël a droit à la bombe et pas les autres ? Poser cette question souligne toute l'absurdité de l'attitude actuelle, car ce qui alimente la prolifération et le risque d'une guerre nucléaire dans cette région du monde est bien la possession par Israël de cette arme de destruction massive.

Et si aujourd'hui un accord a été trouvé avec l'Iran, sans la mise en route d'un processus de négociation pour une zone au Moyen-Orient sans armes de destruction massive, demain ce sera au tour d'un autre pays – Arabie saoudite, Égypte... – de vouloir se doter de l'arme nucléaire, au minimum d'en maîtriser toutes les technologies, de devenir pays du seuil selon la terminologie en usage.

Un tel processus est en discussion au sein des Nations Unies depuis... 1974 ! Mais il est bloqué par le Conseil de sécurité (où siègent les 5 grandes puissances nucléaires, États-Unis, Russie, France, Royaume-Uni, Chine) et il manque une réelle volonté politique qui ne pourra être obtenue que par une importante mobilisation citoyenne. La résistance de la société civile à la nucléarisation s'est toutefois ralentie depuis la

fin du 20^{ème} siècle.

Le débat suite à la conférence a été très animé et très riche : qui a la bombe H ? ; armes nucléaires tactiques (non adaptées à la géographie du Proche Orient) ; bombe à neutrons ? ; utilisation des armes à uranium appauvri (et notamment leur utilisation catastrophique en Irak) ; risque de dissémination de matières fissiles et de déchets nucléaires, utilisables pour des « bombes sales » par des groupes terroristes ; possibilités d'attaques terroristes armées ou informatiques sur les centrales nucléaires ; développement de la guerre électronique, et des drones, notamment par les USA et Israël ; développement et commerce lucratif de nouvelles armes de guerre urbaine testées sur les Palestiniens, notamment à Gaza ; multiplication des guerres conventionnelles dans les pays pauvres sur fond de « paix armée » entre les pays riches ou puissants ; poids du nucléaire dans la présidentialisation de notre régime politique, qui freine une gestion démocratique ; comment les sociétés civiles pourraient imposer à leurs gouvernants de travailler sur la prévention des conflits et sur des stratégies défensives, plutôt que de poursuivre la fuite en avant sur les armes offensives et les conquêtes néo-coloniales.

En conclusion, ce sombre état des lieux renforce la nécessité de la lutte non-violente de soutien aux Palestiniens, notamment par le mouvement Boycott, Désinvestissement, Sanctions, dont la prochaine action à Clermont-Ferrand a été annoncée pour le 2 avril.

[1] *Patrice Bouveret, journaliste, co-fondateur et actuel directeur de l'Observatoire des armements, centre d'expertise indépendant créé en 1984 à Lyon (69). Notre objectif est d'étayer les travaux de la société civile sur les questions de défense et de sécurité et ce, dans la perspective d'une démilitarisation progressive. L'Observatoire intervient sur deux axes prioritaires : le contrôle des transferts et de*

l'industrie d'armement ; l'élimination des armes nucléaires.

[2] APPEL du 26 avril : Il est temps que les individus éclairés de notre temps, conscients de l'imminence d'une nouvelle catastrophe nucléaire civile ou/et militaire, aient du courage et se lèvent. /.../ Le 11 mars 2016 sera la journée de commémoration (5 ans après) du début de la catastrophe de Fukushima et le 26 avril (30 ans après) celle du début de la catastrophe de Tchernobyl. /.../ Qu'une insurrection des artistes, intellectuels et scientifiques convainque les citoyens d'en finir avec notre avenir contaminé par la radioactivité. Et que mille spectacles, livres, tableaux, ballets, concerts, reportages, bals, colloques, carnivals, poèmes, expositions et recherches s'épanouissent. (<http://www.brut-de-beton.net/appel.php>)

Rejoignez la campagne pour le désinvestissement d'Elbit !

Stop The Wall

I – Introduction

Deux ans après l'initiation par la Campagne Stop the Wall des efforts pour mener campagne au sein du réseau du Comité national palestinien du BDS (BNC) et faire pression sur les investisseurs internationaux et les autorités publiques à travers le monde pour qu'ils se désinvestissent de la firme israélienne, les victoires pour la campagne Bust Elbit

(Arrêter de financer Elbit) commencent à monter rapidement. La campagne Divest Elbit entre dans les efforts les plus vastes de BDS qui visent à tenir Israël et ses partisans responsables de leurs actes en faisant pression sur tous les fronts – politique, culturel et économique.

Fondée en 1967, l'entreprise israélienne est devenue l'une des premières firmes de « sécurité et défense » au monde, se spécialisant dans les systèmes militaires électroniques et de surveillance, dans les engins UAV (Unmanned Air Vehicles – véhicules volants sans pilote), ou « drones », et les systèmes de sécurité. Elle est un symbole pour l'économie israélienne, qui prospère essentiellement grâce à elle et alimente la guerre, la répression et le contrôle en Palestine et sur le globe.

La firme Elbit Systems s'est construite sur l'expertise de l'Institut de recherche du ministère israélien de la Défense et a grandement tiré profit en fournissant à l'armée israélienne une variété d'équipements qui servent à soutenir l'occupation israélienne du peuple palestinien. Elle produit les drones utilisés dans les guerres et les agressions contre Gaza et le Liban, et fournit les équipements pour les chars d'assaut israéliens Merkava. Le Mur israélien de l'apartheid, qui paralyse les communautés palestiniennes en les isolant dans des ghettos emmurés, est une source de revenus énormes pour Elbit. Elbit Systems fournit les « *systèmes de détection contre les intrusions* » pour le Mur, en particulier autour de Jérusalem (1). Ses filiales, Elbit Electro-Optics (El-Op) et Elbit Security Systems, ont fourni et incorporé les caméras de surveillance Lorros dans la section du mur à la colonie d'Ariel, de même qu'autour d'Ar Ram (2). Un produit fabriqué par Elbit Systems, « Torch », est fabriqué spécifiquement pour être utilisé sur le mur (3).

Elbit offre son expérience de ghettoïser et tuer des Palestiniens pour que cette expérience serve à réprimer d'autres peuples. En 2006, sa filiale américaine Kollsman Inc.

a obtenu un contrat pour participer à la création d'un mur frontalier américano-mexicain, que les militants appellent le « *Mur de la Mort* » (4).

Le 9 juin 2004, la Cour internationale de Justice, statuant sur les conséquences juridiques du Mur, n'a pas seulement confirmé l'illégalité de ce Mur sur le fondement de la législation internationale, mais elle a également mis en avant que tous les États signataires de la Quatrième Convention de Genève avaient l'obligation « *d'en garantir le respect d'Israël par le droit international humanitaire* » et ainsi, « *de ne lui apporter aucune aide ou assistance par le maintien de la situation créée par (la construction du Mur)* ». Ainsi, les acteurs qui aident Israël dans la construction du Mur agissent, par association, en violation du droit international notamment, comme la décision de la CIJ le souligne, de la Charte des Nations-Unies, du droit humanitaire international et des droits de l'homme.

De nombreuses institutions financières et fonds de pensions internationaux ont des lignes directrices éthiques supplémentaires, ou sont intégrés dans des structures des droits de l'homme, tel que le Pacte mondial des Nations-Unies, qui comprennent des dispositions à l'encontre de toute complicité avec les violations des droits de l'homme et les crimes de guerre.

Parce qu'Elbit Systems participe sciemment et aide Israël à commettre des crimes de guerre et à occuper le peuple palestinien, les investisseurs et les partenaires de la firme de sécurité sont, par extension, complices des nombreuses violations d'Israël des règles du droit international et des droits de l'homme. Les mouvements populaires et les militants des campagnes ont fait prendre conscience de cette relation, et plusieurs fonds de pension et institutions financières ont retiré leurs investissements d'Elbit. Le monde est en train de devenir de plus en plus réticent à financer les crimes de guerre israéliens.



II – les campagnes victorieuses pour le désinvestissement d'Elbit

Depuis le lancement de la campagne BDS en 2005, au premier anniversaire de l'avis de la CIJ contre le mur, le mouvement BDS a fait d'énormes pas en avant faisant prendre conscience du rôle central que joue le soutien international en soutenant l'apartheid israélien.

La campagne contre Elbit Systems a connu de nombreux succès et elle est devenue un pilier essentiel du mouvement BDS. En mai 2010, la Deutsche Bank, la plus grande banque d'Allemagne, a annoncé qu'elle « *sortait d'Elbit* » et confirmé l'exclusion de la firme de son portefeuille, ceci parce qu'elle ne répondait pas aux normes éthiques de la banque. La Deutsche Bank avait antérieurement été listée parmi les dix premiers investisseurs dans la firme (5).

Les pays scandinaves ont été à la pointe du mouvement de désinvestissement. Le 29 mars 2010, les administrateurs du Fonds de pension national suédois annonçaient qu'ils excluaient Elbit Systems de leur portefeuille d'investissements.

Les Fonds AP suédois (fonds de pension), qui gèrent des actifs

de plus de 800 milliards de couronnes (environ 85 milliards €) dans le système de pension de l'État, les a totalement désinvestis de la firme israélienne. Selon le Conseil d'éthique des AP, Elbit a été exclue parce qu'elle « *pouvait être liée à des violations de conventions et règles fondamentales à travers son développement actif, sa prestations et sa maintenance d'un système de surveillance spécifique pour certaines parties de la barrière de séparation qui se construit en Cisjordanie* » (6).

Les actions d'Elbit ont chuté de 3 % dans les jours qui suivirent immédiatement l'annonce suédoise. Curieusement, la réaction d'Israël aux Fonds suédois a été étonnamment faible, Israël s'en tenant à déclarer que c'était une décision « *regrettable* ». Cette réaction voilée laisse penser qu'Israël a du mal à trouver une parade efficace à la montée rapide et en puissance du mouvement BDS.

Le refus des AP de se rendre complices des violations des droits de l'homme d'Israël s'inscrit dans une tendance qui a été amorcée par la Norvège en 2009, quand son ministre des Finances annonça que le Fond de pension de l'État allait être le plus important fonds à se désinvestir d'Elbit, en raison des relations de la firme avec les violations des droits de l'homme et du droit international.

Éphéméride des succès de la campagne Bust Elbit :

– **Septembre 2009** : le Fonds de pension de l'État norvégien se désinvestit d'Elbit Systems.

– **Septembre 2009** : le Fonds de pension norvégien KLP (Kommunal Landspensjonkasse), l'une des plus grandes entreprises d'assurance-vie, se désinvestit d'Elbit.

– **Janvier 2010** : la Danske Bank, la plus grande banque du Danemark, et acteur clé sur les marchés financiers scandinaves, se désinvestit, devenant l'une des seulement 24

entreprises desquelles la bande danoise s'est désinvestie. Thomas H. Kjaergaard, responsable du personnel chargé de l'investissement socialement responsable à la Danske Bank déclare : « *Nous nous occupons des intérêts de nos clients, et nous ne voulons pas mettre leur argent dans des entreprises qui violent les règles internationales* ».

– **Janvier 2010** : le Danwatch, organisme de surveillance financière danois, ajoute Elbit dans sa liste noire des 35 entreprises exclues de ses investissements en raison de considérations éthiques.

– **Janvier 2010** : PKA Ltd, l'un des plus importants Fonds de pension danois, vend ses parts dans Elbit pour un montant d'un million de dollars. Le directeur des investissements de chez PKA, Michael Nellaman, a dit à la campagne Stop the Wall que « *la Cour internationale de Justice a déclaré que la barrière ne répondait qu'à des fins militaires et violait les droits de l'homme palestiniens* ».

– **Février 2010** : Folksam, le plus grand gestionnaire d'actifs de Suède, répond à une demande de renseignements concernant ses investissements dans Elbit ou Africa-Israel, en disant que le Fonds ne détenait aucune participation dans l'une ou l'autre de ces entreprises. La directrice de la Gestion d'entreprise de Folksam, Carina Lundberg Markow, a écrit à *The Electronic Intifada* : « *Nous suivons une politique stricte s'agissant d'une activité sur un territoire occupé* ». Elle note que le Fonds de pension KPA, une entreprise de pension suédoise de premier plan dans le secteur public, ne détient également aucune participation ni dans Elbit ni dans Africa-Israel.

– **Février 2010** : ABP vend ses actions Elbit d'un montant de 2,7 millions de dollars.

– **Mars 2010** : Les Premier, Deuxième, Troisième et Quatrième Fonds de pension suédois (AP1, AP2, AP3 et AP4) décident

d'exclure Elbit Systems de leurs investissements.

– **Mai 2010** : la Deutsche Bank annonce l'exclusion d'Elbit de ses investissements.

– **2013** : l'Institut royal de technologie de Melbourne, ou université RMIT, en Australie, lance une campagne à la fois contre BAE et contre Elbit Systems. L'université reçoit des financements, effectuant des recherches de troisième cycle.

– **2013** : Grassroots International lance une campagne contre TIAA-CREF pour qu'elle se désinvestisse d'Elbit Systems, dans le cadre d'un effort d'une envergure mondiale contre les grands fonds de pension et les banques.

– **Avril 2014** : des étudiants de troisième cycle de l'université du Nouveau-Mexique à Albuquerque, aux États-Unis, votent une résolution appelant au désinvestissement des entreprises qui tirent profit des violations des droits de l'homme en Palestine occupée et à la frontière américano-mexicaine. La résolution vise particulièrement Elbit Systems, la firme ayant décroché un contrat avec le gouvernement US qui veut militariser encore plus le mur frontalier américano-mexicain.

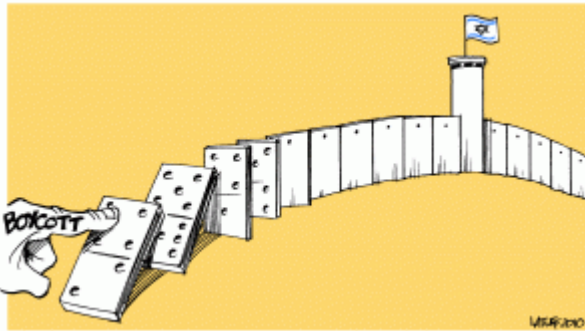
– **Juillet 2014** : la Delta Lloyd Asset Management, néerlandaise, exclut G4S (pour violations des droits de l'homme) et Elbit (armes controversées) de son portefeuille au premier trimestre de 2014.

– **Novembre 2014** : Après avoir été informée de nouvelles manifestations, Elbit décide de ne pas présenter son nouveau système de missile au salon de l'armement de Rotterdam.

– **Décembre 2014** : le 3 décembre 2014, le gouverneur de l'État brésilien du Rio Grande do Sul publie une lettre ouverte annonçant la fin d'un important accord de collaboration avec la firme militaire israélienne Elbit Systems, à la suite de manifestations dénonçant le rôle de la firme dans l'oppression

des Palestiniens.

– **Avril 2015** : en avril, la Barclays, grande banque britannique à multiples succursales, semble se désinvestir de la firme d'armement israélienne Elbit Systems après une campagne intensive qui a vu des manifestations directement dans ses succursales dans plus de 15 grandes villes.



III – Rejoignez la campagne pour le désinvestissement d'Elbit

Les points suivants, tirés des victoires dans la campagne pour se désinvestir d'Elbit, et aussi d'autres victoires importantes de BDS contre Let Leviev et les entreprises Veolia et Alstom, peuvent aider pour le choix d'une entreprise à cibler pour le désinvestissement.

1 – Premier point : découvrir les investissements, les coopérations, et les autres soutiens d'Elbit.

Plusieurs formes essentielles de participation avec Elbit sont susceptibles d'être ciblées dans votre campagne :

1. a) Les investissements de banques ou de fonds de pension dans la firme

Les plus grands investisseurs institutionnels dans Elbit peuvent être trouvés sur :

<http://www.nasdaq.com/asp/holdings.asp?symbol=ESLT&selected=ESLT>

Les nombreux autres investisseurs plus petits n'y sont pas répertoriés. Ce sera à vous de rechercher si un fonds de pension ou un fonds d'investissements précis détient des investissements dans Elbit. Les banques et les fonds publics, les universités, les syndicats et les églises ont souvent l'obligation de révéler leurs investissements.

Nasdaq.com ne répertorie maintenant que de rares investisseurs institutionnels, hors USA et Canada (mai 2015 : merci de consulter le site pour l'accès à la liste la plus récente des investisseurs) :

- KBC Group NV, Havenlaan 2, Brussels, 1080, 32 78 152 154
 - Crédit Suisse AG, Po Box 900, Zurich, CH 8070, 41 1 212 16 16
 - UBS AG, Bahnhofstrasse 45, Zurich, – 41-1-234-4100
 - Crédit Suisse, Uetlibergstrasse 231, Zurich, 8070, 0041 1 333 1227
 - Dekabank Deutsche Girozentrale, Mainzer Landstrabe 16, Frankfurt, 60325, 49.69.7147-0
 - Mitsubishi UFJ Trust & Banking Corp, 1-4-5 Marunouchi Chiyoda-Ku, Tokyo, 100-8212, 81-3-3212-1211

1. b) Les contrats (principalement publics) pour Elbit

Il n'est pas aisé de se renseigner sur les contrats en matière de commerce d'armement et de sécurité intérieure – surtout avant qu'ils ne soient attribués. Elbit liste certain de ses contrats sur son site : <http://ir.elbitsystems.com/phoenix.zhtml?c=61849&p=irol-news&yo=0>

D'autres contrats peuvent être publiés localement ou nationalement. Même si la campagne n'est pas assez puissante pour inverser les accords conclus, un effort soutenu peut arriver à bloquer tout renouvellement de contrat.

Exemple : Stop aux contrats de défense israéliens avec Elbit !

Le 5 mars 2010, le journal financier israélien *Globes* annonce qu'Elbit Systems Ltd a obtenu un contrat du département de la Défense australien de 298 millions de dollars, pour un système de commande et de contrôle destiné à l'armée australienne. *Globes* cite le directeur général d'Elbit, Joseph Ackerman : « *L'Australie représente un marché très important pour Elbit Systems, et nous sommes extrêmement fiers d'avoir été choisi par le département de la Défense pour son programme principal, l'un des plus importants et des plus prestigieux programmes BMS au monde* » (<http://www.globes.co.il/serveen/globes/docview.asp?did=1000546727&fid=942>).

1. c) Financement et coopération dans les projets de recherche et développement (R&D)

Elbit System reçoit des millions de dollars en fonds de recherche et développement par le gouvernement et dans le cadre de programmes de recherche du tiers secteur financés avec l'argent public du contribuable. Ce financement contrevient souvent aux règles qui interdisent d'utiliser de tels programmes pour financer la recherche militaire. Les détails sur de tels financements sont généralement rendus publics, offrant un vaste espace pour les campagnes de terrain.

Exemple : Stop au financement de l'Union européenne pour Elbit !

En 2007, Israël devient associé dans le septième Programme cadre de recherche (FP7) 2007-2013, en vertu de l'Accord de coopération scientifique et technologique de l'UE, avec, comme résultat, Elbit qui devient admissible à une demande de financements auprès de l'UE. Elbit a participé à des projets de recherche pour un montant de 14,19 millions d'euros, et en

prenant la tête dans un projet de 8,99 millions d'euros.

Elbit Systems est actuellement en train de solliciter de nouveaux financements de l'UE par le biais du nouveau cycle de recherche, Horizon 2020. Voir : <http://www.stopthewall.org/briefing-supporting-israeli-apartheid-eu-funding-elbit-system>

1. d) Investissements, coopération et contrats avec les filiales d'Elbit :

Elbit a toute une gamme de filiales, notamment Elbit Systems of America, Vision Systems International LLC (VSI), Elop, ESLC-T, Elisra, Cyclone Ltd, Elbit Security Systems Ltd. (ELSEC), Kinetics Ltd, Semi-Conductor Devices (SCD), Optronics Industries Ltd. (Opgal), UAV Tactical Systems Ltd. (U-TacS).

Menez campagne contre les contrats et les investissements dans ces filiales.

Exemple : Stop à Elbit Systems au Royaume-Uni !

Neuf militants ont occupé la terrasse d'une usine Elbit Systems dans le Staffordshire durant l'agression d'Israël de 2014 contre Gaza. La manifestation a fait fermer UAV Engines, qui appartient à Elbit Systems d'Israël, durant deux jours, les 5 et 6 août 2014, pendant les cinquante jours de l'assaut d'Israël contre la bande de Gaza. L'usine, que possède Israël, exporte les moteurs vers Israël pour les 450 drones Hermes d'Elbit, dont on sait parfaitement qu'ils furent utilisés par Israël pour attaquer délibérément les civils palestiniens dans Gaza, massacrant plus de 2300 Palestiniens l'été 2014.

Voir : <http://www.stopthewall.org/2015/01/31/uk-and-elbit-systems-running-scared-stopelbit-protestors>

1. e) Entreprises et projets communs avec Elbit

Des entreprises internationales montent des partenariats avec Elbit pour des offres conjointes dans les grands appels d'offres ou pour développer de nouvelles technologies. Les campagnes peuvent cibler les entreprises internationales et faire pression sur elles pour qu'elles recherchent d'autres partenaires.

Exemple : Elbit Systems perd un contrat majeur au Brésil au cours de manifestations pour la Palestine

L'État brésilien du Rio Grande do Sul a annulé un accord très important de collaboration avec la firme d'armement israélienne Elbit Systems à la suite de protestations contre son rôle dans l'oppression des Palestiniens.

Des mouvements sociaux et syndicats brésiliens avec des groupes palestiniens ont demandé aux autorités d'abroger l'accord en raison du rôle d'Elbit dans la construction du Mur d'apartheid illégal d'Israël en Cisjordanie occupée, et aussi qu'elles rompent toute relation avec l'armée israélienne. Voir :

<http://www.stopthewall.org/2014/12/03/bds-success-elbit-systems-loses-key-brazil-deal-over-palestine-protests>

2 – Certaines choses utiles auxquelles penser au moment de choisir une cible et de développer une stratégie de campagne

1. a) Découvrir la taille et l'importance de l'investissement

Tant les grands que les petits investissements ont leurs avantages et inconvénients en tant que cibles d'une campagne. Si la perte d'un investissement important donne la possibilité d'obtenir un impact plus tangible sur la politique de l'entreprise, cet investissement important peut aussi rendre la cible plus difficile. La perte d'investissements plus

petits, si elle ne provoque pas un énorme trou financier, peut être plus facile à provoquer et elle reste toujours efficace s'agissant de faire prendre conscience de l'apartheid israélien et du BDS, et elle crée en outre des espaces pour de futures campagnes. Notez que la taille et l'importance des investissements sont toujours relatives à l'ensemble des investissements qu'une institution détient, et à la disponibilité d'investissements alternatifs.

1.

b) Évaluer la probabilité qu'un fonds donné se désinvestira sur la base de ses propres lignes directrices

Beaucoup de banques et de fonds ont leurs propres lignes directrices éthiques ou des engagements sur des normes éthiques, comme celles du Pacte mondial des Nations-Unies. Elbit viole clairement le droit international, les droits de l'homme et les principes de base du Pacte mondial des Nations-Unies. Les militants peuvent faire le choix de faire campagne pour que soient adoptées une certaine forme de lignes directrices éthiques contraignantes comme un premier pas vers le désinvestissement, et cela peut être un bon moyen pour élaborer des alliances avec d'autres groupes militants intéressés dans l'investissement éthique.

1.

c) Évaluer la probabilité pour un désinvestissement d'une entreprise particulière, en se fondant sur un bilan de désinvestissement du fonds

Certains fonds d'investissements et certaines banques sont particulièrement conscients de leur image en tant qu'investisseurs responsables éthiquement. Ils peuvent avoir, dans le passé, procédé à des désinvestissements d'entreprises non éthiques. L'histoire d'une institution financière peut être utile à connaître afin d'évaluer les chances de succès d'une campagne et de fournir des précédents utiles.

1.

d) Gagner le soutien des parties prenantes

Si une institution financière gère des fonds pour un organisme public ou du secteur tiers, comme des églises, syndicats ou universités, ces parties prenantes peuvent avoir une position favorable à la campagne et être en mesure d'apporter une pression supplémentaire.

1.

e) Utiliser les mécanismes juridiques

Le droit international et les droits de l'homme peuvent être un outil utile dans les campagnes de désinvestissements, tant pour les investissements et les fonds de pension d'un État et d'un gouvernement, que pour cibler des institutions privées. Le Mur de l'apartheid se construit au mépris du droit international et humanitaire, sans plus se soucier également de l'avis de la Cour internationale de Justice de 2004. Ainsi, de telles entreprises se trouvant dans des États qui incorporent le droit international dans leur système juridique national peuvent être poursuivies devant des tribunaux nationaux.

1. Liens pour plus d'informations :

* Bulletin d'informations sur Elbit: <http://www.stopthewall.org/downloads/pdf/Elbit-fc.pdf>

* Bulletins d'information sur les entreprises participant à la construction du Mur: <http://www.stopthewall.org/downloads/pdf/companiesbuildingwall.pdf>

* Photo reportage: des militants palestiniens de terrain: Boycottez Elbit, CRH et Magal! <http://www.flickr.com/photos/stopthewall/sets/72157623643733905/show/with/4489575603/>

* Voir une liste des investisseurs actuels dans Elbit

[:http://www.nasdaq.com/asp/holdings.asp?symbol=ESLT&selected=ESLT](http://www.nasdaq.com/asp/holdings.asp?symbol=ESLT&selected=ESLT)

* Recommandation au Ministère norvégien des Finances, par le Conseil d'éthique au Fonds de pension du gouvernement – Global, 15 mai 2009, <http://www.regjeringen.no/en/dep/fin/Selected-topics/The-Government-Pension-Fund/Ethical-Guidelines-for-the-Government-Pension-Fund-Global-/Recommendations-and-Letters-from-the-Advisory-Council-on-Ethics/the-council-on-ethics-recommends-that-th.html?id=575451>

Autres liens :

* TIAA-CREF: *Se désinvestir de l'occupation* : <http://www.jewishvoiceforpeace.org/campaigns/tiaa-cref-divest-occupation> (voir en particulier le bulletin d'information JVP Elbit : <https://salsa.democracyinaction.org/o/301/images/Profiles-Elbit.pdf>)

* [Elbit Systems](#) – *Wandering Raven* (Le Corbeau errant)

* *Le profiteur de guerre du mois* : *Elbit Systems*, février 2010, <http://www.wri-irg.org/node/9663>

* *Des institutions financières scandinaves abandonnent Elbit suite à des pressions BDS* – Adri Nieuwhof, le 19 février 2010 : <http://electronicintifada.net/v2/article11084.shtml>

* *A big thank you* (Un grand merci à vous), Ilan Pappé, 4 septembre 2009 : <http://electronicintifada.net/v2/article10752.shtml>

Notes de bas de page :

- (1) <http://www.securityfence.mod.gov.il/>
- (2) <http://www.whoprofits.org/Company%20Info.php?id=554>
- (3) <http://www.regjeringen.no/en/dep/fin/Selected-topics/The-Government-Pension-Fund/Ethical-Guidelines-for-the-Government-Pension-Fund-Global-/Recommendations-and-Letters-from-the-Advisory-Council-on-Ethics/the-council-on-ethics-recommends-that-th.html?id=575451>
- (4) <http://www.ww4report.com/node/2743>
- (5) <http://www.stopthewall.org/2010/05/28/deutsche-bank-we-are-out-elbit>
- (6) <http://www.responsible-investor.com/home/article/ap3/>

Stop The Wall : <http://www.stopthewall.org/join-campaign-divest-elbit>

Traduction : JPP pour BDS France

Informations sur Elbit

Systems

Elbit

Elbit Systems, basé à Haïfa, est la plus grande compagnie d'armement et de sécurité cotée en Bourse d'Israël. Elbit croît rapidement. Il a absorbé des dizaines de compagnies depuis 2000, emploie maintenant plus de 11.500 personnes et a autorité sur un réseau mondial considérable de sociétés succursales et affiliées.

Elbit est une compagnie à portée internationale, en réalité 75 % de ses ventes se font hors d'Israël. La compagnie a des contrats militaires avec des gouvernements aux USA, au Royaume-Uni et en Europe, en Afrique, Asie et Amérique du Sud.

Elbit et les guerres de drones d'Israël

85 % des drones de l'armée israélienne sont fabriqués par Elbit. D'après [Defense News](#), les drones militaires d'Elbit sont utilisés par l'armée israélienne dans sa surveillance quotidienne et dans les attaques sur Gaza. En effet, Elbit commercialise ses équipements sur le fait qu'ils ont été testés en combat sur les corps des habitants de Gaza. Par exemple, le site d'Elbit annonce que le drone Hermes 450 est ["l'épine dorsale de la flotte de drones Israël"](#) et a fait ses preuves au combat.

Malgré une preuve irréfutable du contraire, l'armée israélienne n'est pas bavarde sur son utilisation de drones armés à Gaza. Pourtant l'utilisation par Israël de drones pour mener la surveillance, la reconnaissance, la désignation de cibles pour les avions pilotés et des assassinats est bien documentée par les organisations militantes, les ONG et les télégrammes révélés par *Wikileaks*.

L'emploi de la technologie des drones a changé la nature de la guerre moderne, permettant à des gouvernements de lancer des

attaques sans avoir besoin de troupes au sol ou de déclaration de guerre. En conséquence, les drones d'Elbit ont été utilisés par l'armée israélienne pour accomplir des assassinats au Soudan et en Égypte alors qu'Israël n'était pas officiellement « en guerre » avec ces pays.

L'emploi du matériel d'Elbit à Gaza

Les drones Hermes d'Elbit ont été l'un des deux principaux avions sans pilote utilisés pour attaquer les gens à Gaza pendant l'opération israélienne Plomb Durci de 2009 qui a tué plus de 1400 Palestiniens, [d'après Human Rights Watch \(HRW\)](#). HRW déclare que « Hermes peut rester en vol jusqu'à 24 heures à des altitudes montant à 18 000 pieds et il dispose d'un groupe de capteurs optique, infrarouge et laser permettant à l'opérateur d'identifier et de suivre des cibles ainsi que de guider des munitions en vol. Les Hermes portent des missiles Spyke MR (portée moyenne) ».

D'autre part, HRW rapporte que le drone Hermes est équipé d'un système de caméras permettant au pilote du drone de voir si une personne est armée ou s'il s'agit d'un enfant ou d'un adulte. Les missiles du drones sont aussi équipés de caméras et peuvent être détournés jusqu'à la dernière seconde. Ceci veut dire que les pilotes des drones israéliens et leurs commandants auraient su s'ils visaient des civils et qu'ils sont coupables de crimes de guerre accomplis par des drones Elbit. HRW a aussi demandé la publication des vidéos prises par les drones Hermes, pour assister à l'enquête sur les crimes de guerre.^{[iii](#)} Il va sans dire que la demande n'a pas été accordée.^{[iv](#)}

L'assassinat du commandant de Hamas Ahmed Jabari, qui a précipité l'attaque « Colonne de Nuée » de 2012 sur Gaza, a été effectué par un drone Elbit Hermes 450, d'après Defence Today.^{[v](#)}

Le mini-drone 7.5 Skylark d'Elbit, opérationnel dans l'armée israélienne depuis 2008, a été [largement utilisé](#) en soutien aux actions militaires au sol lors de l'attaque d'Israël sur Gaza en 2014, l'opération Bordure Protectrice, qui a tué 2191 Palestiniens. Les Hermes 450 et 900 ont aussi été [utilisés](#) pendant toute cette attaque.

Bateaux fantômes meurtriers

Elbit [commercialise](#) des bateaux armés télécommandés. Les pêcheurs palestiniens ont dit à Corporate Watch qu'ils ont été attaqués par des bateaux sans pilote similaires au large du rivage de Gaza.

La Cisjordanie

– Elbit fournit l'électronique du mur d'apartheid qui s'étend sur des centaines de kilomètres dans la Cisjordanie, séparant les personnes de leurs proches, les agriculteurs de leurs champs et qui est destiné à s'emparer de plus de terres pour Israël et ses colonies.

– Le drone Skylark d'Elbit a été utilisé lors de multiples arrestations à domicile par l'armée israélienne en Cisjordanie en 2014.[^{vi}](#)

Le Golan syrien occupé par Israël

Elbit a une usine dans la colonie de Bnei Yehuda sur le territoire pris aux Syriens par la force militaire en 1967. D'après le droit international, la colonie est illégale.[^{vii}](#)

Attaques israéliennes au Liban, au Soudan et en Égypte

Les Hermes 450 d'Elbit ont été utilisés intensivement pendant la seconde guerre du Liban. En 2009, les drones Hermes 450 ont été utilisés lors d'une attaque d'un convoi au Soudan, qui était censé transporter des armes destinées à Gaza.[^{viii}](#) En 2012, les Hermes 450 ont été impliqués dans un assassinat au Sinaï

en Égypte.^{[ix](#)}

Afghanistan

Le Royaume Uni a utilisé les drones Hermes 450 sur l'Afghanistan et y a déployé son nouveau drone Watchkeeper basé sur le Hermes 450 (voir ci-dessous). Le Canada a aussi acheté des Skylark d'Elbit pour l'Afghanistan. ^{[x](#)}

Mur frontalier avec le Mexique

Elbit a encaissé d'après son expérience de fourniture d'électronique pour le mur d'apartheid en Cisjordanie et a gagné un contrat avec les USA pour le mur frontalier avec le Mexique.^{[xi](#)}

Elbit et le Royaume Uni.

Elbit a loué ses drones à l'armée britannique depuis 2007 pour utilisation en Irak et en Afghanistan. Ces drones auraient survolé l'Afghanistan pendant au moins 70 000 heures. En 2005, la Grande-Bretagne a annoncé qu'elle achèterait de nouveaux drones basés sur le design du Hermes 450. En conséquence, Elbit a formé le partenariat U-TacS (dont il détient 51 %) avec la compagnie française Thales pour fournir 54 drones Watchkeeper au ministère de la défense. Malgré qu'en apparence le Watchkeeper est un drone de reconnaissance, il a été exposé porteur de missiles dans plusieurs salons militaires. Les moteurs pour le Watchkeeper sont fabriqués à l'usine Elbit de moteurs de drones à Shenstone, Staffordshire. Des soldats britanniques ont voyagé en Israël pour s'entraîner dans le cadre du programme Watchkeeper. Les tests sont effectués maintenant [depuis](#) ParcAberporth dans le pays de Galles occidental et à Boscombe Down dans le Wiltshire.^{[xii](#)} Un drone Watchkeeper a été déployé pour la première fois en Afghanistan en 2014. Le programme a été retardé plusieurs fois mais on prévoit l'achèvement des livraisons en 2016. ^{[xiii](#)}

Elbit et l'Union européenne

Elbit reçoit de généreuses subventions européennes payées par les contribuables dans le cadre du programme de recherche « Horizon 2020 » de l'Union européenne.^{[xi](#)} La compagnie bénéficie de son implication dans cinq projets européens dans le cadre du septième programme cadre pour la recherche et le développement technologique.^{[xv](#)} Les Palestiniens ont [appelé](#) l'UE à mettre fin à toutes ses relations avec les compagnies militaires israéliennes.

Liens avec les universités israéliennes

Les universités israéliennes sont profondément mêlées à l'industrie militaire israélienne. Les étudiants du Technion de Haïfa ont reçu des bourses pour accéder à un laboratoire de recherches d'Elbit, tandis que le président du Conseil d'administration de l'université hébraïque de Jérusalem est Michael Federmann, qui préside aussi le CA d'Elbit.^{[xvi](#)}

Industrie : Fabrication d'équipements militaires, de « sécurité » et de surveillance. Drones non pilotés, armements militaires et navals.

Négozié à : NASDAQ | TASE (ESLT)

Chiffre d'affaires : En 2013, la compagnie a communiqué une recette de 2,9 milliards de dollars, pour voir le dernier rapport annuel, cliquer [ici](#).^{[xvii](#)}

Employés : 11 500 – 12 000 (surtout en Israël et aux USA)

Filiales : ^{[xviii](#)}

Filiales aux USA : Elbit Systems of America, Merrimack Operations (Kollsman Inc), Fort Worth Operations, Talladega Operations (IEI), Mclean Operations (ICI), San Antonio Operations (M7), Boca Raton Operations, VSI et RCEVS

Filiales israéliennes : Elop, Elisra SCD. Semi-Conductor Devices (aussi possédé par Rafael Advanced Defense Systems) et Opgal (50%). Elbit Systems Land et C4, Elbit Security Systems, Cyclone, Kinetics, ITL Optronics, SCD (50%), Tor (50%)

Australie: Elbit Systems of Australia

India: Halbit

Brésil: Ares, AEL, Harpia

Filiales au Royaume-Uni : UAV Engines (UEL), Ferranti Technologies, Elite KL, Instro Precision, UTacS

Autres filiales européennes : Elbit (Belgique) et Elbit (Roumanie), Telefunken (Allemagne)

Adresses :

Au Royaume-Uni :

Ferranti Technologies, Cairo House, Greenacres Road, Waterhead, Oldham, Lancashire, OL4 3JA, <http://www.ferranti-technologies.co.uk/>, [Voir](#) (sur la carte interactive de Campaign Against the Arms Trade)

Le site Web de Ferranti fait la pub de systèmes mer, air, sol, de [munitions guidées](#) et de systèmes [electro-optiques](#) pour drones.

UAV Engines Ltd, Lynn Lane, Shenstone, Lichfield, WS14 0DT, [Voir](#)

Le site Web de UAV Engine's [fait la pub](#) des moteurs pour drones. En 2010, UAV Engines a fait la demande de deux licences d'exportation militaire de moteurs de drones pour Israël. Le gouvernement britannique a déclaré que l'équipement fourni par cette firme « n'a été accordé que pour des moteurs montés en Israël puis exportés ». Toutefois, de nombreux commentateurs doutent de cette déclaration, [y compris Amnesty International](#).

Elite KL, Sandy Way, Amington Industrial Estate, Tamworth, Staffordshire, B77 4DS, <http://www.elitekl.co.uk/military/>, [Voir](#)

Le site Web de Elite KL's [fait la pub](#) de systèmes militaires de refroidissement.

Instro Precision, 15 Hornet Close, Pysons Road Industrial Estate, Broadstairs, Kent, CT10 2YD, <http://www.instro.com>, [Voir](#)

Le site Web d'Instro's fait la pub de systèmes de caméras pour la surveillance et l'acquisition de cibles.

Siège central d'Elbit:

Advanced Technology Center, P.O.B 539, Haïfa 31053, Israël,
[Voir](#)

Propriété : Elbit est contrôlée par la famille Federmann via Federmann Enterprises (46%). Les autres grands investisseurs sont Psagot Investment House, Allianz SE, Invesco et Bank of New York Mellon.

Deux banques britanniques de High Street ont été indiquées détenir des actions Elbit l'an dernier : HSBC et Barclays Bank (pour en savoir plus sur l'actionnariat de Barclays cliquer [ici](#)). Au 19 février 2015, ces actions ont été vendues. Toutefois, il n'y a pas d'indication que ceci soit dû à un changement de politique d'investissement, aussi peuvent-ils reprendre des actions Elbit dans le futur. Les autres investisseurs incluent Morgan Stanley et l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada.

Produits fabriqués par Elbit:

Drones (voir ci-dessous), systèmes de visualisation sur casque, systèmes de visualisation et d'armes pour hélicoptères Apache, missiles et système de guidage, réservoirs pour F-16s, navires non pilotés, systèmes pour l'aviation civile, tourelles téléguidées pour véhicules blindés de transport de troupes, systèmes d'artillerie, systèmes de contrôle de tir

pour tanks, véhicules au sol téléguidés, systèmes radio et satellites, systèmes de barrières électroniques, caméras d'imagerie thermique, technologie satellite pour les programmes spatiaux, véhicules de combat Bradley.

Cargos: la compagnie de cargo US [APL](#) et Maersk, un conglomérat danois, ont transporté les produits Elbit dans le passé.^{[xix](#)}

Drones fabriqués par Elbit:

Elbit fabrique les avions sans pilote suivants :

Skylark I LE; Skylark II

Hermes 90

Hermes 180

Hermes 450

Hermes 900

Hermes 1500

D'après Drone Wars UK, les Hermes 450 and 900 ont été utilisés pour mener des attaques par l'aviation israélienne.^{[xx](#)}

Pays où Elbit a exporté :^{[xxi](#)}

Argentine (coentreprise)

Royaume-Uni

Azerbaïdjan

Botswana

Brésil

Chili (sur commande)

Colombie (sur commande)

Croatie

Géorgie

Italie (coentreprise)

Mexique

Singapour

Afrique du Sud

Ouzbékistan

Résistance

Depuis l'[appel](#) de la société civile palestinienne pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions lancé en 2005, il y a une campagne de désinvestissement contre Elbit. Le fonds de pension d'État norvégien, la grande banque danoise Danske Bank, le fonds de pension géant allemand ABP et le fonds de pension suédois AP ont [désinvesti](#) leur participation. Les experts en investissement ont dit aux militants qu'Elbit apparaît maintenant sur la plupart des listes noires préparées par les compagnies de recherche sur les investissements « socialement responsables ».

Très peu de banques européennes, autres que Barclays et HSBC,

apparaissent sur une [liste](#) d'investisseurs institutionnels dans Elbit (publiée par Nasdaq.com), suggérant que la plupart des banques européennes croient que le rôle de la compagnie dans les crimes de guerres israéliens en font un investissement inapproprié.

En 2011, un [appel](#) de la société civile palestinienne a demandé un embargo dans les deux sens sur la vente des armes à et de l'État d'Israël et des compagnies israéliennes. En accord avec cet appel, les militants antimilitaristes ont visé Elbit et lancé des campagnes appelant les investisseurs à désinvestir leurs parts de cette compagnie.

La campagne a pris de l'ampleur depuis les attaques israéliennes sur Gaza en 2014. Au cours de l'attaque, les militants ont occupé le toit de la filiale d'Elbit à Shentone, fermant l'usine pendant 24 heures. Une [occupation](#) similaire a eu lieu en Australie. Des manifestations régulières se tiennent actuellement à l'usine Elbit de Shentone.

Les militants du Pays de Galles protestent depuis des années contre le vol des drones à ParcAberporth. [Cliquer ici](#) pour plus de détails.

Les militants ont aussi intensifié la campagne pour que Barclays désinvestisse d'Elbit, en tenant des piquets, des blocages et en manifestant aux agences Barclays. Lors d'un jour d'[action](#) en novembre 2014, 15 actions simultanées ont été faites contre des agences Barclays au Royaume-Uni.

La résistance est aussi focalisée sur Thales, le partenaire d'Elbit dans le programme Watchkeeper. En juin 2014, une [manifestation](#) a eu lieu au siège de la compagnie à Londres et en octobre 2014, une [occupation du toit](#) d'une usine Thales de Glasgow a eu lieu.

Les militants font pression pour que l'UE exclue Elbit et les autres compagnies d'armes israéliennes de ses financements de recherche. Voir [ici](#) pour plus de détails.

Arrière-plan

Les champs de bataille du militarisme israélien et de l'occupation se sont avérés être de vrais terrains d'expérimentation pour de nouveaux types d'armes. L'état de guerre permanent d'Israël a assuré un marché fiable pour les fabricants d'armes israéliens. D'après Drone Wars UK, les drones de surveillance ont été utilisés pour la première fois en Égypte à la veille de la guerre du Yom Kippour. Le premier emploi documenté d'un drone israélien pour aider des avions de combat à bombarder des cibles (acquisition de cibles) était en 1982 lors de la mise en route de l'invasion israélienne et de l'occupation du Liban. D'après le Centre des droits humains Al Mezan, la première utilisation d'un drone armé par Israël a été enregistrée en 2004. L'expérience acquise pendant des années de répression militaire a fait d'Israël le premier exportateur de technologie de drones au monde. Les compagnies d'armes israéliennes ont vendu des drones à plus de 50 pays.

D'après Human Rights Watch (HRW) : « le missile tiré d'un drone a ses propres caméras qui permettent à l'opérateur d'observer la cible dès le moment du tir. Les optiques, tant du drone que des missiles, incluent des caméras infrarouges permettant aux opérateurs de voir des individus de nuit comme de jour. Avec ces capacités visuelles, les opérateurs de drones devraient être capables de faire la différence entre combattants et autres participants directs aux hostilités, qui sont des cibles légitimes, et civils qui sont à l'abri d'attaques, et se retenir de tirer si cette distinction ne peut pas être faite. Si un doute de dernière seconde apparaît pour une cible, l'opérateur de drones peut utiliser le système de guidage à distance du missile pour le dévier en le dirigeant au loin de la cible avec un joystick. »

Malgré cela, le nombre de morts (en pourcentage du total des morts) causées par les frappes de drones a augmenté. Au cours de notre visite à Gaza en 2013, Corporate Watch a interviewé plusieurs survivants d'attaque de drones israéliens n'ayant

été impliqué dans aucun combat avant qu'ils soient visés ; de nombreux tués par des attaques de drones étaient des enfants. Le centre des droits humains de Gaza Al-Mezan a fourni à Corporate Watch ces données choquantes pour les années 2000 – 2012 :

Année	Nombre total de personnes tuées à Gaza par les attaques israéliennes	Nombre de tués par les drones israéliens à Gaza (% du total)
2000	123	0 (0%)
2001	243	0 (0%)
2002	472	0 (0%)
2003	398	0 (0%)
2004	646	2 (0.3%)
2005	99	0 (0%)
2006	534	81 (17%)
2007	281	98 (34.9%)
2008	769	172 (22.4%)
2009	1058	461 (43.6%)
2010	72	19 (26.4%)
2011	112	58 (51.8%)
2012	255	201 (78.8%)

Les frappes des drones israéliens sont menées à partir des bases aériennes de Palmachin et Tel Nof.^{xxii}

Notes:

ⁱ War on Want, [Killer Drones: UK Complicity in Israel's Crimes Against the Palestinian People](#) (2013), page 8

ⁱⁱ Drone Wars UK (M. Dobbing et C. Cole), [Israel and the Drone Wars](#), (2014), page 8

ⁱⁱⁱ Human Rights Watch, [Precisely Wrong: Gaza Civilians killed by Israeli drone-launched missiles](#) (2009)

^{iv} Human Rights Watch, (2009)

^v P. Layton dans *Defence Today*, cité par Drone Wars UK, (2014)

^{vi} *Who Profits*, [Elbit company profile](#)

^{vii} Corporate Watch, *Targeting Israeli Apartheid*, (2011), page 116

[viii](#) Drone Wars UK (2014), citant le *Jerusalem Post*

[ix](#) Rosa Luxemburg Stiftung, [Sleepless in Gaza](#) (2014)

[x](#) War on Want(2013)

[xi](#) War on Want (2013)

[xii](#) Drone Wars UK (2014) et [Watchkeeper: The Army's latest Spy in the Sky](#), *Daily Telegraph* (2014)

[xiii](#) T. Ripley, [UK Deploys Watchkeeper UAV to Afghanistan](#), *Jane's Defence Weekly* (September 2014)

[xiv](#)

<http://www.horizon2020publications.com/H0/files/assets/basic-html/>, page 35

[xv](#) War on Want (2013)

[xvi](#) Corporate Watch, *Targeting Israeli Apartheid*, (2011), pages 79-80

[xvii](#) Elbit, [Annual report](#) (2013)

[xviii](#) Elbit, [Company Profile](#) (2013)

[xix](#) Corporate Watch, *Targeting Israeli Apartheid*, (2011), page 69 et *Import Genius* – <https://www.importgenius.com/suppliers/elbit-systems-land>

[xx](#) Drone Wars UK (2014)

[xxi](#) Drone Wars UK (2014) et [Parliamentary Hansard](#) (Octobre 2014)

[xxii](#) [Rosa Luxemburg](#) (2014)

Traduction : JPB pour BDS France

BDS France 34 à la consule d'Israël : Dégage ! (Vidéo)

Invitée par France-Israël la Consule d'Israël (consulat de Marseille) était à Montpellier le 24 février 2016 pour une conférence « Géopolitique et économie d'Israël en 2016 ». Le Comité BDS France est allé manifester devant le lieu de la conférence et lui dire ce qu'il pensait de sa venue et de la politique de son état depuis 1947. Un état colonial et criminel.

Le président de la LICRA 34, M. Bonnet, était bien sûr présent et a assuré le service d'ordre à la porte pour Israël . Ce qui lui a valu le plaisir d'accueillir Hussein Bourgi le secrétaire de la fédération PS34. Le même Bourgi qui avait participé à la manifestation LICRA-CRIF contre le BDS le 30 mai 2015 et le même Bourgi qui avait porté plainte contre deux militants du comité BDS France 34 suite à l'occupation des locaux du PS le 29 juillet 2015. Occupation menée par BDSF34, MIB34 et NPA suite aux positions de soutien à Israël du gouvernement Hollande-PS lors de la guerre contre Gaza en juillet 2014.

[COMITE BDS FRANCE 34 A LA CONSULE D'ISRAËL : DEGAGE !](#)

Déclaration du Conseil de

L'Organisation Palestinienne pour la Défense des Droits Humains (PHROC) sur le mouvement BDS

Le 8 Février 2016

Depuis des décennies, Israël manque à ses devoirs de Puissance Occupante et a au contraire aggravé son occupation et son régime de colonialisme et d'apartheid. Les violations des droits humains qui atteignent le niveau de crimes internationaux, avec des meurtres injustifiés, des transferts forcés et d'autres formes de punition collective, sont devenues la norme. Plutôt que d'assumer leurs responsabilités au regard du droit international et de prendre des mesures permettant qu'Israël rende des comptes, les États tiers ont largement détourné les yeux.

Bien que les gouvernements, les institutions internationales et régionales dans le monde, comme les Nations Unies et l'Union Européenne manquent encore de volonté politique pour faire rendre des comptes à Israël, le développement du mouvement de Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS) apporte un important contrepoids non violent et une alternative dans la perspective pour les Palestiniens de pouvoir jouir pleinement de leur liberté, de leur dignité et de la justice.

L'appel de 2005 lancé par la société civile palestinienne, et le Comité National Palestinien BDS (BNC) qui conduit le mouvement à l'échelle mondiale, affirment tous deux que BDS est inclusif, rejette toute forme de racisme et de discrimination et ne vise aucune personne ou entité en raison de son identité. Le mouvement cible plus précisément

l'occupation et l'oppression des Palestiniens par Israël. Les grosses entreprises et les institutions qui aident, encouragent ou profitent du déni des droits des Palestiniens tombent aussi dans le champ de vision du mouvement.

Tandis que grossit l'impact de BDS, il en va de même des efforts d'Israël, de ses groupes de lobby et de ses soutiens pour diffamer, dénigrer et tenter de criminaliser le mouvement. Beaucoup de tentatives visent à associer le mouvement non violent à de la discrimination ou de l'antisémitisme ; ces allégations ne sont pas seulement sans fondement, elles foulent aux pieds injustement les droits à la liberté d'expression et à la critique, entre autres.

Par conséquent, il est devenu impératif pour le Conseil des Organisations Palestiniennes de défense des Droits Humains (PHROC) de réaffirmer l'universalité de ces droits humains. PHROC confirme le droit de tout individu à participer au et à défendre le boycott, le désinvestissement et les actions de sanctions, et il en appelle aux États et aux acteurs économiques pour qu'ils assument leurs responsabilités au regard du droit.

Le droit à BDS

Le droit international sur les droits humains encadre le droit d'appeler et de participer à des actions BDS. Le Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques (PIDCP) affirme le droit de défendre des opinions sans ingérence et le droit à la liberté d'expression[1]. Ces droits sont liés l'un à l'autre et ils sont au fondement d'autres droits, dont le droit de se réunir et de s'associer[2]. Conséquemment, le Comité des Droits Humains a affirmé que le fait de professer une opinion ne devrait pas être pénalisé[3]. Alors que la liberté d'expression peut être soumise à restriction, l'appel au BDS n'est pas sous le coup des limites étroites tracées par le PDIP. Le Rapporteur Spécial de l'ONU sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a

bien déclaré que « appeler ou participer à un boycott est une forme d'expression pacifique, légitime et internationalement acceptée » [4].

PHROC rappelle aux États, y compris à leurs pouvoirs législatifs, que de nombreux membres de la communauté internationale ont expérimenté le boycott, le désinvestissement et les sanctions au sein de leurs propres systèmes politiques et ont aussi participé à de telles actions via les Nations Unies. Les actions de BDS contre l'Afrique du Sud de l'apartheid sont sans doute parmi les plus mémorables et les plus notoires.

PHROC insiste sur le fait que des attaques qui tentent de réprimer et de pénaliser le mouvement BDS sont de même nature que les attaques contre les défenseurs des droits humains dans le monde entier. De telles attaques ont souvent pour but de geler la liberté de parole et de délégitimer les activités des défenseurs des droits humains de manière à se dédouaner de leurs véritables abus[5].

La responsabilité étatique

À la suite de la publication par la Commission Européenne de sa « Notice interprétative sur l'indication de l'origine des produits provenant des territoires occupés par Israël depuis juin 1967 » en novembre 2015, PHROC a fait une déclaration accueillant favorablement l'étiquetage par l'UE des produits des colonies tout en notant que l'étiquetage ne suffisait pas. PHROC affirme de nouveau que ni les exigences d'étiquetage de la part des États ni la présence de mouvements de boycott initiés par la société civile n'exonèrent les États de leur obligation légale d'interdire aux produits des colonies israéliennes l'accès à leurs marchés intérieurs.

Selon le droit coutumier international et ainsi ce que cela a été affirmé par l'avis de 2004 de la Cour Pénale Internationale, en cas de manquements à des règles

obligatoires du droit international, tous les États sont dans l'obligation de ne pas reconnaître la situation comme légale, de ne pas porter aide ou assistance au maintien de la situation illégale, et de coopérer activement à mettre fin aux violations[6].

Si des États tiers ne défendent pas cela ainsi que d'autres responsabilités du droit international et ne font pas en sorte qu'Israël ait des comptes à rendre sur ses violations des droits humains des Palestiniens, les gouvernements ne devraient pas être surpris si la société civile s'engage dans des actions pacifiques et légales pour mettre fin à l'impunité. En conséquence, les États ne devraient pas interdire ou tenter d'empêcher la société civile et les défenseurs des droits de lancer des actions de BDS contre Israël et contre les grosses sociétés et les institutions impliquées dans le déni des droits humains des Palestiniens. Les grosse sociétés et les institutions ont aussi le droit de choisir de se désengager d'activités liées à l'occupation et/ou de participer à des actions de BDS.

PHROC supplie la communauté internationale de faire face impartialement à ses responsabilités, notamment en prenant la défense de groupes et d'institutions impliqués dans BDS indûment attaqués, et de faire rendre des comptes à Israël pour ses violations des droits humains internationaux et du droit humanitaire international. PHROC appelle en outre les organisations internationales de défense des droits humains à soutenir le droit de s'engager dans le boycott, le désinvestissement et les sanctions contre tout État, groupe économique ou autre entité qui viole le droit international.

-Fin-

Traduction SF

[1] Article 19 du Pacte

[2] Comité des Droits Humains, commentaire général No. 34,

Article 19: Liberté d'opinion et d'expression, 12 septembre 2011, CCPR/C/GC/34, Para. 2- 3

[3] Ibid. para. 9

[4] Déclaration du Rapporteur Spécial de l'ONU sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression en conclusion de sa visite en Israël et dans le territoire palestinien occupé, 18 décembre 2011, <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=11727&LangID=E>

[5] L'ancien Rapporteur Spécial sur la situation des défenseurs des droits humains, Margaret Shakaggya a remarqué une certaine stigmatisation des défenseurs des droits humains et elle a déclaré : « la désignation croissante des défenseurs des droits humains comme « terroristes », « ennemis de l'État » ou « opposants politiques » par les autorités d'État et les media publics est une tendance particulièrement préoccupante, du fait qu'elle est régulièrement utilisée pour délégitimer le travail de ces défenseurs et accroître leur vulnérabilité. Le Rapporteur Spécial est gravement soucieuse face à ce phénomène, dans la mesure où il alimente la perception des défenseurs des droits comme cibles légitimes d'abus de la part d'acteurs étatique et non-étatiques. UN Doc A/HRC/13/22, 30 December 2009, para. 27, available at <http://www2.ohchr.org/english/issues/defenders/docs/A.HRC.13.22.pdf>

[6] Voir l'article 41 du Projet d'articles de la Commission du droit international sur la responsabilité d'actes délictueux au plan international qui est à l'image du droit coutumier international. Voir aussi CPI.2004 Les Consequences Juridiques de la construction d'un Mur sur le Territoire Palestinien Occupé, para 159. La Cour Pénale a aussi déclaré qu'il est du devoir de tous les États, tout en respectant la Charte des Nations Unies et le droit international, de vérifier qu'il soit mis fin à tout ce qui empêcherait l'exercice par le

peuple palestinien de son droit à l'autodétermination, en lien avec le Mur.

Des citoyens israéliens condamnent l'appui du gouvernement français aux colonies et à l'occupation israéliennes

FÉVRIER 2016

Nous sommes des citoyens israéliens opposés à la politique raciste d'occupation et d'apartheid de notre gouvernement. Nous avons eu la surprise d'apprendre que le gouvernement français apporte un soutien notoire à une entreprise qui profite des colonies bâties sur des terres palestiniennes et syriennes en violation du droit international. Ce mois-ci, la plus grosse chaîne de supermarchés d'Israël, Shufersal, sponsorise « So French So Food – un festival de senteurs et de saveurs de France ». L'événement est co organisé par l'Institut Français, la branche culturelle du gouvernement français et Shufersal est aussi sponsorisé par la ville de Toulouse. La communication et l'affichage des magasins de Shufersal pour « So French So Food » indiquent que la campagne est menée « en partenariat avec l'Ambassade de France ».

Shufersal donne une liste de magasins situés en Cisjordanie dans les colonies d'Ariel, de Maale Adoumim, de Gilo et dans le bloc du Goush Etzion. Nous venons nous-mêmes de visiter ces points de ventes dans une colonie israélienne illégale et nous

avons pu vérifier.

De plus, selon le groupe de recherche Who Profits (Qui profite), une des chaînes de supérettes de Shufersal, Yesh, a elle-même des points de vente dans un certain nombre d'autres colonies. Et par dessous tout, Shufersal distribue aussi des produits fabriqués dans des colonies de Cisjordanie sous sa propre marque. Il y a là des produits des colonies de Imanuel, Mishor-Adoumim, et de la zone industrielle de Barkan. En mai 2015, Shufersal a lancé sa propre ligne de produits laitiers de marque qui sont fabriqués dans une colonie des hauteurs du Golan syrien occupé par Israël, d'après Who Profits. En accompagnant cette initiative, le gouvernement français approuve et stimule les profits d'une entreprise qui a une activité extensive dans les colonies illégales de Cisjordanie et du plateau du Golan syrien.

Depuis près de 68 ans, les gouvernements israéliens successifs ont mis en œuvre des politiques fondées sur la discrimination ethnique et le suprématisme. L'État d'Israël a volé la plupart des terres appartenant à des citoyens palestiniens d'Israël et à des réfugiés palestiniens qui ont subi le nettoyage ethnique israélien de 1948. Le gouvernement israélien a établi un système brutal d'apartheid en Cisjordanie. Dans ce système, des citoyens israéliens privilégiés vivent dans des colonies israéliennes illégales, tandis que des millions de Palestiniens se voient refuser les droits les plus élémentaires. Un responsable français a envoyé un commentaire à l'Intifada Électronique (1) disant que « le partenariat entre l'Ambassade de France en Israël et Shufersal ne concerne que la promotion, en Israël, de produits français et de notre gastronomie, à l'occasion de la semaine de la gastronomie française... Il ne concerne certainement pas un soutien à la colonisation, un sujet sur lequel la position française est claire et permanente ». Cette politique est extrêmement hypocrite. Une fois de plus le gouvernement français a une pratique malhonnête dans le traitement de l'occupation

israélienne et de l'apartheid. Tout en prétendant respecter le droit international et les droits humains, le gouvernement français légitime le régime raciste d'Israël, en particulier la colonisation israélienne de la Cisjordanie et sa politique de construction de colonies. En 2014, la France a averti ses citoyens et les entreprises de ne pas avoir des activités économiques dans les colonies israéliennes des territoires occupés. Le gouvernement a dit que des entreprises pouvaient encourir des poursuites en lien avec « la terre, l'eau, les ressources minérales et d'autres ressources » et encourir également des « risques de réputation ». Comment cet avertissement peut-il être concilié avec l'implication du gouvernement français dans le festival « So French So Food » en cours ? Human Rights Watch a appelé le mois dernier, dans un rapport déterminant, tous les groupes économiques à mettre totalement fin à leurs activités économiques dans les colonies israéliennes de Cisjordanie occupée, Jérusalem comprise. Le gouvernement français semble avoir choisi de se tenir du mauvais côté de l'histoire et de plus en plus de gens dans le monde s'en rendent compte. Enfin, nous ne pouvons faire autrement que de mentionner les tentatives grotesques du gouvernement français pour faire taire les citoyens français courageux et consciencieux qui s'expriment publiquement sur les droits humains des Palestiniens. Nous suivons l'évolution de la situation politique en France et nous sommes totalement solidaires de ces militants français.

Sincèrement

Boycott! Soutien de l'intérieur à l'appel palestinien BDS

(citoyens israéliens pour BDS)

(1)<https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/french-government-partners-israeli-settlement-profit>

Traduction SF pour BDS France

À la surprise générale, la France refuse le drone israélien

Ali Abunimah – The Electronic Intifada – 5 février 2016



Le 20 juin 2015, au Salon international de l'aéronautique à Paris-Le Bourget, des militants ont organisé un « *die-in* » près du pavillon d'Elbit Systems.

(BDS France)

Les militants de la campagne BDS en France se félicitent de la décision prise par l'armée de leur pays de ne pas acheter le drone Watchkeeper, un drone fabriqué sur le modèle d'un drone utilisé par Israël lors de ses centaines d'agressions meurtrières contre les civils palestiniens.

Watchkeeper est fabriqué dans le cadre d'un projet commun entre le plus gros fabricant d'armes d'Israël, Elbit Systems, et la filiale britannique de Thales en France.

Defense News a rapporté que le « *Watchkeeper* était ultra-favori pour être sélectionné », mais à la place, le gouvernement français a préféré le drone *Patroller*, fabriqué par un consortium national, Sagem (Safran).

Une victoire pourtant morose

Plus de 8000 personnes ont signé une pétition lancée par BDS France en septembre demandant au ministère de la Défense de ne pas opter pour le drone israélien.

BDS France indique que dans le cadre de sa campagne contre le drone israélien, des milliers de cartes postales ont été adressées au Président François Hollande.

« *Si le choix de Sagem ne marque pas une totale indépendance vis-à-vis d'Israël, l'abandon du drone de Thales-Elbit est un succès pour la campagne BDS* », dit le groupe militant.

Le *Patroller* de Sagem est à 80 % français, selon *Defense News*, alors que le *Wathckeeper* ne l'est qu'à 10 %. On ignore s'il peut y avoir un élément dans le *Patroller* qui serait israélien.

Mais à l'inverse de ses autres victoires, BDS France adopte un ton morose : « *Nous ne pouvons pas fêter le choix pour de telles armes, choix qui pourrait ouvrir la voie à des drones équipés d'armes, dans l'armée française, quand de tels armes peuvent tuer ou aider à tuer des civils, comme l'armée israélienne le fait à Gaza* ».

Defense News informe que Sagem, Thales et le bureau d'approvisionnement militaire du gouvernement français ont refusé de commenter la décision.

« Testés sur le terrain » sur les Palestiniens

En 2014, le Royaume-Uni a déployé ses nouveaux drones *Watchkeeper* en Afghanistan.

Watchkeeper est basé sur le drone *Hermes 450* d'Elbit,

qu'Israël a « *testé sur le terrain lors de ses agressions contre Gaza qui ont fait de nombreux morts palestiniens, dont des enfants* », a déclaré l'organisation caritative britannique *War on Want* dans un rapport de 2013.

Ce rapport, « *Des drones pour tuer : complicité britannique dans les crimes d'Israël contre le peuple palestinien* », indique que plus de 800 Palestiniens ont été tués par les drones israéliens entre 2006 et 2011.

Et parmi eux, Mamoun al-Dam, 12 ans, tué par une frappe de drone israélien dans la bande de Gaza occupée, le 20 juin 2012, alors qu'il jouait au football.

En juillet dernier, lors du cinquième anniversaire de l'agression israélienne de l'été 2014 contre Gaza, des militants au Royaume-Uni ont bloqué quatre usines d'Elbit Systems.

Et notamment l'usine qui fabriquait les moteurs pour les drones qui ont été utilisés dans les agressions d'Israël contre Gaza.

Quelques semaines plus tôt, des militants français avaient organisé un « *die-in* » devant le pavillon d'Elbit Systems au Salon international de l'aéronautique de Paris-Le Bourget, l'un des événements annuels les plus importants au monde pour la vente d'avions militaires et civils.

<https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/surprise-move-france-rejects-israeli-drones>

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

Le drone Watchkeeper d'Elbit System est écarté par l'armée française

Communiqué de la Campagne BDS France

La Campagne BDS-France a lancé en 2015 une campagne contre le choix du drone « Watchkeeper » basé sur la technologie de l'entreprise israélienne Elbit Systems, qui devait être réalisé par le groupe Thales. [Une pétition, lancée en septembre 2015, a recueilli plus de 8 000 signatures.](#)

Récemment des milliers de cartes postales ont été adressées au Président de la République et ont contribué à sensibiliser l'opinion publique.

En effet, Elbit Systems, qui se sert de la population palestinienne comme cobaye pour tester ses armes, en violation de la 4ème Convention de Genève produit également du phosphore blanc, arme chimique redoutable utilisée contre la population civile à Gaza, et participe directement à la construction du mur illégal en Cisjordanie, ainsi qu'aux infrastructures des colonies.

La campagne BDS France prend acte du choix de l'armée française, qui n'a pas choisi le Watchkeeper et qui, après un appel d'offre a finalement confié à Sagem (groupe Safran) la fabrication de drones Patroller.

Si le choix de Sagem ne vaut pas une totale indépendance vis à vis d'Israël, l'abandon du drone Thales-Elbit est une réussite de la campagne BDS.

Pour autant, on ne peut se réjouir du choix de telles armes qui pourrait ouvrir la voie aux drones armés dans l'armée française et alors que ceux-ci contribuent à tuer ou faire

tuer des populations civiles, comme le fit l'armée israélienne à Gaza.

En développant cette campagne, BDS France s'est engagé dans l'action pour l'embargo militaire vis à vis d'Israël, et a participé à isoler « Elbit System ».

La Campagne BDS France continuera de se mobiliser activement dans les prochains mois dans ce cadre.

EMBARGO MILITAIRE CONTRE ISRAËL !

Campagne BDS France

campagnebdsfrance@yahoo.fr

www.bdsfrance.org

Réf:

<http://www.obsarm.org/spip.php?article263>

<http://rpdefense.over-blog.com/2016/01/comment-sagem-safran-a-battu-thales-dans-la-guerre-des-drones.html>

Lettre de BDS France à Manuel Valls

Paris, le 12 janvier 2016

Monsieur le Premier Ministre,

Lors de [votre discours du samedi 9 janvier](#) commémorant la tuerie antisémite il y a un an dans le supermarché casher de la Porte de Vincennes à Paris, vous avez manifesté une

nouvelle fois votre soutien à un régime colonial et d'apartheid, et votre profond mépris pour le sort du peuple palestinien.

Cette tuerie était un acte odieux, qu'aucun argument ne peut excuser.

Mais profiter de cette commémoration pour déverser à nouveau l'amalgame entre antisémitisme, terrorisme et la campagne citoyenne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre l'Etat d'Israël (BDS) est inadmissible, et indigne d'un chef de gouvernement.

L'Etat d'Israël, vous le savez, cherche à mettre fin à l'existence de la Palestine en développant toujours plus sa politique de colonisation et d'apartheid. Il humilie, spolie, provoque, emprisonne, opprime constamment le peuple palestinien, pousse sa jeunesse au désespoir, poursuit une politique largement condamnée par de nombreuses résolutions internationales.

Le peuple palestinien est quant à lui engagé dans une résistance populaire quotidienne et persévérante pour manifester son droit à la liberté, à la justice et à l'autodétermination.

Dans votre discours, vous assimilez l'ensemble des Juifs de France à des supporters d'un Etat voyou qui dépossède et persécute un peuple. Vous contribuez ainsi à l'antisémitisme alors que vous prétendez le dénoncer.

Votre amour sans bornes pour Israël est en même temps l'expression d'une absence totale d'empathie pour le peuple palestinien. Soutenir les droits légitimes du peuple palestinien nécessite de mettre fin à l'impunité d'Israël et de sanctionner cet Etat jusqu'à ce qu'il cesse de violer constamment le droit international.

Tant que la France ne s'engagera pas ouvertement dans cette

voie, elle ne respectera pas ses obligations internationales et sera complice des exactions coloniales et de l'apartheid en Israël-Palestine, injustices qui contribuent largement aux tragédies au Moyen-Orient et font obstacle à la paix dans le monde.

Vos propos sont une incitation aux racismes : racismes anti-arabe et anti-musulmans que propage Israël, politique raciste à l'encontre de nombreux jeunes issus de l'immigration, antisémitisme, dont la politique d'Israël porte une large responsabilité.

La campagne BDS a été initiée par 170 organisations de la société civile palestinienne pour mettre fin à l'impunité d'Israël. Elle est un mouvement international, citoyen, non violent, antiraciste. Un nombre important de Juifs du monde entier y participent.

Elle remporte de nombreuses victoires, dont notamment la société Véolia qui s'est retirée totalement d'Israël, le géant irlandais du béton CRH qui se désinvestit du seul producteur de ciment israélien (Mashav), l'accord entre Orange et la société israélienne Partner Communications prendra fin dès le mois prochain.

Par ailleurs, de nombreux artistes et autres personnalités à travers le monde refusent les invitations de l'Etat ou des institutions israéliens.

La campagne BDS continuera à se développer en France et partout dans le monde, malgré les misérables discours et amalgames dangereux comme les vôtres, jusqu'à ce qu'Israël se conforme au droit international.

La Campagne BDS France – www.bdsfrance.org

Pas de contrat de transport pour EBS dans la province de la Frise aux Pays Bas

Communiqué de presse, Teherne, Pays Bas, 8 décembre 2015

Après une campagne victorieuse du groupe d'action La Frise pour la Palestine, les autorités de la province de la Frise aux Pays Bas ont décidé de ne pas conclure un contrat de quatre ans pour les transports publics d'un montant de 12 millions d'euros par an à EBS/EGGED mais à Arriva.

EBS est sur la sellette du fait de l'implication de sa maison mère EGGED dans la violation des droits humains dans le territoire palestinien occupé. EGGED est accusé de complicité avec la politique de colonisation illégale d'Israël et avec l'exploitation de bus ségrégués dans les territoires palestiniens occupés.

Il n'est pas clairement établi que la complicité d'EBS dans les violations de droits humains ait été un facteur-clé dans la décision de la Province. Auparavant, le gouvernement provincial de la Frise avait exprimé une préoccupation quant à la possibilité qu'EBS engage une action en justice en cas d'exclusion liée à son comportement sur les droits humains en Palestine. Mais la Province se serait de toutes façons retrouvée en difficulté si elle avait agi en sens contraire du « Plan d'Action National des activités économiques et des droits humains ». Ce Plan implique que les organes gouvernementaux n'aient pas de liens économiques avec des sociétés engagées dans des violations des droits humains. Le gouvernement provincial aurait alors fait face à des plaintes

de la part du groupe d'action.

En choisissant Arriva sur la base du fait qu'ils présentaient le meilleur plan de transport, la Province a évité tous ces problèmes.

Après l'intense campagne contre EBS, le groupe d'action La Frise pour la Palestine est très satisfait du résultat final de la procédure d'appel d'offres.

Traduction SF pour BDS France

Source

:
<http://www.docp.nl/no-public-transport-concession-for-eps-in-friesland-in-the-netherlands/>

Utiliser les Palestiniens comme boucliers humains contre BDS

21 septembre | Rami Younis pour [+972](#) | [Traduction J.Ch. pour l'AURDIP](#) | [Tribunes en English](#)

En réponse à la décision du Conseil municipal de Reykjavik - révisée depuis- de boycotter les produits d'Israël jusqu'à ce que celui-ci mette fin à l'occupation, le politicien israélien Yair Lapid a écrit une lettre ouverte au peuple islandais intitulée « L'Hypocrisie du Boycott ». Dans son exposé, Lapid a mis en avant qu'il ne fallait pas boycotter Israël parce que, en agissant ainsi, on ferait du tort à ses citoyens arabes. L'un de ces citoyens lui répond.

Cher Yair,

Que signifie Israélien pour toi ? [1] En réalité, pas la peine de répondre. Le temps est venu pour toi d'entendre ce que signifie Israélien pour moi. Alors, qu'est ce qui est Israélien pour moi ? Toi. Je fais allusion à l'hypocrisie et à la condescendance qui accompagne chacune de tes démarches. Quoi d'autre est Israélien pour moi ? Le troupeau de racistes qui te suit, incapables de voir que l'empereur est nu, sans idées de fond et sans rien du « discours neuf » que tu penses avoir introduit dans la politique d'Israël.

Tu commences [ton article](#) contre le boycott, publié en Islande après la décision du Conseil municipal de Reykjavik de boycotter les produits issus d'Israël, par une suite impressionnante de questions concernant les Palestiniens qui vivent en Israël. « Le boycott inclut-il les produits fabriqués par la minorité arabe d'Israël qui représente 20 pour cent de la population ? Le boycott inclut-il les 14 parlementaires arabes israéliens qui siègent à mes côtés au parlement israélien ? » Tu poses ces questions comme si tu étais le champion des protecteurs de nos droits. Je suis déconcerté quant à l'origine de ton insolence et de ton audace.

Tu n'as pas honte ? Tu te mets tout seul dans l'embarras en utilisant les citoyens palestiniens d'Israël comme boucliers humains contre le boycott.

Qu'as-tu jamais fait pour eux, ces citoyens palestiniens d'Israël ? En tant que ministre des Finances, dans une démarche populaire, tu as essayé de diminuer le prix des logements en abaissant la TVA à zéro – mais seulement pour les anciens combattants. Et qu'en est-il de ceux qui n'ont pas servi dans l'armée – c'est-à-dire les Arabes ? Pour eux, tu as voulu que la loi ne s'applique que lorsqu'ils achètent un appartement à moins de 600.000 shekels (150.000 \$). Ce qui signifie que tu as voulu encourager les Arabes à continuer de vivre dans les quartiers frappés par la pauvreté. En ce qui te concerne, s'il n'y a pas de loyauté [2], il ne devrait pas y

avoir de logements à un prix raisonnable pour les Arabes.

Quels projets, toi ou ton parti, avez-vous promus pour le bien-être de ces résidents [palestiniens] derrière lesquels tu essaies maintenant de te cacher ? Tu mentionnes dans ton article les produits fabriqués par les citoyens arabes, comme s'ils étaient un [élément constitutif de l'économie israélienne](#). Et pourtant, l'élite ashkenaze à laquelle tu appartiens fait tout ce qu'elle peut pour empêcher les communautés arabes de s'établir et de développer des zones industrielles, leur interdisant ainsi d'atteindre une autonomie économique et les maintenant dans la pauvreté et la dépendance à la complaisance de gens tels que toi.

Ne te défile pas, comme tu le dirais. J'ai d'autres questions.

Et comment oses-tu exploiter les membres palestiniens de la Knesset ? Tu choisis d'ignorer que les députés de la Liste Unie soutiennent vraiment un boycott d'Israël, comme le font beaucoup des 20 pour cent, dont moi-même, pour la sécurité économique et le bien-être desquels tu t'inquiètes tant. Juste pour mémoire, tu as déclaré très clairement qu'en aucun cas, tu ne siègerais dans une coalition gouvernementale avec les Arabes, les traitant ainsi tous, dans un élan raciste, comme un seul groupe uniforme. Comme s'ils mouraient d'envie de siéger à tes côtés dans un gouvernement sioniste oppressif. Je crois que le terme exact que tu as inventé pour eux est « Les Zoabis », non ?

Laisse moi te dire un petit secret. Quand j'étais enfant, je lisais avec grand plaisir ton article hebdomadaire dans Maariv. Mais cela n'a pas duré très longtemps parce que, très vite, j'ai perçu les artifices de ton écriture populiste. Le sommet, pour moi, c'est lorsque j'ai réalisé que tu utilisais le discours sur l'Holocauste pour rendre l'occupation kasher.

J'aimerais croire que, dans ton article à l'attention du peuple islandais, tu n'as pas mentionné l'Holocauste parce que

tu es fatigué de ternir la mémoire de ses victimes. Mais nous savons tous les deux que la seule raison qui t'a conduit à ne pas l'utiliser, c'est que tu as trouvé à utiliser un autre bouclier humain, et qui convient beaucoup mieux dans ce cas.

Outre le fait de te cacher derrière notre dos comme un lâche, tu as aussi mis en avant les réalisations d'Israël qui, selon toi, ont un impact positif sur le monde entier. Mais disons quelques mots sur ce que tu n'as pas écrit, Yair.

Il est intéressant de constater que tu n'as pas mentionné l'industrie israélienne d'armement. N'es-tu pas fier de l'[implication](#) de cette industrie maison dans tous les [conflits qui ensanglantent](#) la planète, presque toujours en aidant les plus agressifs et les plus violents et en leur [vendant des armes](#) ? Est-ce que le fait qu'Israël soit impliqué dans la mort de femmes et d'enfants innocents dans n'importe quel conflit ne suffit pas pour le boycotter ? N'es-tu pas fier de la façon dont cette industrie se sert de nous Palestiniens, qui « ne nous intéressons pas à la paix » comme d'un [laboratoire pour tester ses dernières armes novatrices](#) ?

Tu as oublié aussi de parler au peuple islandais de la [démolition de maisons et de l'expropriation de terres](#) qui nous visent nous les Arabes, [des deux côtés de la Ligne Verte](#), afin que vous ayez des quartiers dans lesquels nous ne pourrions jamais résider et des usines dans lesquelles nous ne pourrions travailler que comme ouvriers, jamais comme directeurs. Et au lieu de noyer le pauvre peuple d'Islande sous des statistiques et des chiffres, tu aurais pu simplement mentionner le fait qu'Israël [tue un mineur palestinien tous les trois jours](#). Tu as oublié de parler des checkpoints, des arrestations, des raids, et tu t'es également gardé de mentionner la [famille Dawabsha](#) de Duma, brûlée vive. Ici aussi, les éléments sont trop importants pour les lister.

Yair, je n'attends rien de toi – non pas à cause d'un désaccord politique, mais juste parce qu'il n'y a rien pour te

racheter. Ce qui est triste dans toute cette histoire, c'est le nombre insupportable d'Israéliens qui achètent tes slogans, slogans que tu enrobes de kitsch et d'assertions sans fondement.

L'auteur est un militant et un écrivain palestinien. Lisez cet article [en Hébreu](#) sur Local Call dans lequel il est blogueur.

[Translated from Hebrew to English by Ofer Neiman]

[1]Â Cette question est souvent posée par Lapid aux gens qu'il interviewe en tant que journaliste.

[2]Â «Â Il n'y a pas de citoyenneté sans loyautéÂ » – [slogan populaire lancé par le chef d'Israël Notre Maison](#), Avigdor Liberman.

L'attaque du gouvernement du Royaume-Uni contre le BDS fait partie d'une offensive plus large

Ben White, vendredi 9 octobre 2015

MEMO

Une attaque sans précédent contre la campagne à direction palestinienne Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) a fait partie des annonces du parti Conservateur au cours de sa

conférence annuelle cette semaine.

Le gouvernement a l'intention de changer les règles de passation des marchés et pensions, pour empêcher les conseils locaux d'adopter des initiatives de plus en plus populaires de boycott et de désinvestissement. Cette mesure est prise spécifiquement pour protéger les compagnies complices de l'occupation israélienne et le commerce britannique des armes.

Mettant en garde contre les « actions militantes des conseils de gauche », et au vu de la victoire de Jérémy Corbyn pour la direction du parti travailliste, le plan des Tories constitue une des tentatives les plus sérieuses à ce jour pour combattre la campagne BDS en expansion en Grande-Bretagne. Elle survient à un moment où UK Lawyers for Israel (UKLFI) a récemment recruté un Directeur des opérations à plein temps sur un poste affiché avec un salaire de 40-50,000 £.

Le communiqué de presse des Conservateurs annonçant les plans de changement de la loi se lit en partie comme un copier-coller de déclarations du Conseil des représentants juifs britanniques ou de l'ambassade d'Israël, avec leurs déclarations que le boycott des compagnies complices des violations des droits humains sert à « polariser le débat » et à « enflammer les tensions » dans les communautés locales.

Comme preuve de la montée du boycott d'Israël, les Tories ont indiqué les mesures prises ces dernières années par les municipalités de Leicester et de Nottingham, les conseils écossais et trois syndicats : UNISON, Unite, and GMB. Ils ont aussi souligné les antécédents de Jérémy Corbyn dans le soutien aux droits des Palestiniens, notant qu'il parraine le « groupuscule Palestine Solidarity Campaign » (une expression, c'est à noter, employée habituellement par le Jerusalem Post).

En réponse, le Président de la Palestine Solidarity Campaign (PSC) Hugh Lanning a décrit les « propositions de restreindre, au niveau local, les décisions éthiques » comme « une réponse autoritaire à la montée extraordinaire du mouvement pour la paix et la justice pour la Palestine au Royaume-Uni. »

Lanning a ajouté que « forcer les conseils à mettre les intérêts des grandes entreprises devant l'éthique et le droit international n'est pas seulement une pratique risquée et une mauvaise affaire, c'est une interférence brutale et entièrement injuste dans la démocratie locale. » Le PSC a aussi fait remarquer que les mesures proposées par les Conservateurs sont contraires à l'avis actuel du gouvernement britannique contre les affaires avec les colonies israéliennes.

Le groupe de bienfaisance anti pauvreté War on Want a aussi fustigé la nouvelle politique d' « interdiction aux conseils locaux de faire des choix d'investissement éthiques » comme « complètement antidémocratique et comme une initiative impitoyable de réprimer le mouvement en expansion de boycott, désinvestissement et sanctions pour stopper la complicité britannique avec les violations israéliennes du droit international ».

L'emploi de mesures législative pour combattre le BDS n'est ni nouvelle ni unique à la Grande-Bretagne. En France, par exemple, les militants BDS font face à des poursuites judiciaires derrière une application obscure d'un article de

législation anti-discriminatoire, avec quatre militants convoqués en justice en décembre à Toulouse, accusés d'entraver le libre exercice du commerce.

La semaine dernière, au cours d'une courte tournée que j'ai entreprise, le Président de l'université de Toulouse Jean-Jaurès a notifié l'annulation de ma conférence moins de 24 heures auparavant et sans en donner de raison. Finalement, l'exposé a eu lieu, mais dans une autre salle du campus. Précédemment en mars, la ville de Toulouse a interdit une conférence du militant et universitaire sud-africain Farid Esack.

D'après le militant toulousain BDS Jean-Pierre Bouché, un de ceux convoqués au tribunal dans deux mois, il y a « de plus en plus de tentatives d'empêcher l'expression de la campagne BDS, depuis l'interdiction d'autorisation pour utiliser des salles municipales jusqu'à la poursuite de quatre militants BDS pour la raison qu'ils distribuaient des tracts. »

Aux USA, dans le même temps, des articles récents ont documenté comment les supporters des droits humains palestiniens sont visés en permanence par de l'intimidation, du harcèlement ou des attaques contre leur liberté d'expression. À l'Université de Californie, les autorités sont sous la pression des groupes et des politiciens pro Israël pour faire adopter une définition de l'antisémitisme qui pourrait avoir un effet dissuasif sur l'expression politique légitime.

Aux USA, les groupes pro Israël – avec un rôle-clé joué par les militants Sionistes Chrétiens – cherchent aussi à faire passer des lois dans les sénats des États, servant au minimum à intimider les militants BDS ; et qui pourraient conduire potentiellement à la « criminalisation du soutien aux droits palestiniens et contre l'occupation ».

Plus tôt dans l'année, Shurat HaDin, une organisation liée au

gouvernement et aux services de sécurité israéliens, a tenu un séminaire à Jérusalem « pour former des avocats étrangers à contester le BDS. » Des dizaines d'avocats du monde entier y sont venus, les organisateurs espérant les « équiper » avec « les outils tactiques et les stratégies pour les salles d'audience qu'il leur faut » pour combattre le BDS.

Les nouveaux projets du gouvernement britannique d'utiliser la loi comme moyen de combattre le BDS font donc partie d'une offensive antidémocratique plus large dans notre pays, et d'une tendance internationale dans laquelle les soutiens d'Israël considèrent de plus en plus la « guerre par la loi » comme leur seule option pour tenter d'endiguer la marée de la solidarité avec la Palestine. La réponse à ces tactiques devra similairement être bien coordonnée.

UK government's attack on BDS part of wider offensive

Ben White, 9 octobre 2015

<https://www.middleeastmonitor.com/blogs/politics/21545-uk-governments-attack-on-bds-part-of-wider-offensive>

Traduction: JPB pour BDS France

Communiqué: Pas de drones d'origine israélienne pour l'armée de terre française !

[Action BDS](#) le 20 juin 2015 devant le stand d'Elbit au Salon Aéronotique du Bourget

Communiqué de la Campagne BDS France

21 Septembre 2015

Dans le cadre du programme d'équipement de l'armée de terre, la France va se positionner d'ici la fin de l'année sur le drone qu'elle décidera d'acquérir. Dans cette course à l'armement, au moins une entreprise israélienne a déjà été mise hors jeu, IAI (Israel Aerospace Industries), et nous nous en félicitons. Nous exigeons maintenant également par cette pétition, l'exclusion de l'entreprise militaire israélienne Elbit Systems (1).

La campagne BDS France (Boycott-Désinvestissement-Sanctions contre l'Etat d'Israël jusqu'à ce qu'il respecte le droit international et les principes universels des droits de l'homme) rappelle en effet qu'un autre drone, le Watchkeeper de Thalès (Royaume Uni), est en compétition dans cet appel d'offre. Or ce drone utilise la technologie israélienne développée par l'entreprise israélienne Elbit Systems pour le Hermès 450. Ce dernier est l'une des armes privilégiées utilisée par l'armée israélienne contre la population palestinienne en général, et celle de la bande de Gaza en particulier. Rappelons en effet qu'Israël a assassiné en juillet-août 2014 plus de 2200 Palestiniens à Gaza, dont 550 enfants, selon les Nations Unies. Ce massacre caractérisé comme un crime de guerre selon les normes du droit international a été commis en utilisant des drones fabriqués par Elbit Systems.

Elbit Systems, qui se sert de la population palestinienne comme cobaye pour tester ses armes, en violation de la 4ème Convention de Genève produit également du phosphore blanc (2), arme chimique redoutable utilisée contre la population civile à Gaza, et participe directement à la construction du mur illégal en Cisjordanie, ainsi qu'aux infrastructures des colonies.

Dans le cadre de la campagne internationale initiée par la société civile palestinienne pour un embargo militaire contre l'Etat d'Israël, Elbit Systems fait déjà l'objet d'une campagne de dénonciation au niveau international (Allemagne, Royaume Uni, Australie, Norvège, Suisse, Brésil...) pour son implication directe dans l'oppression du peuple palestinien (3). En août 2014, des militant-e-s britanniques, dans le cadre de la campagne pour un embargo militaire contre Israël, ont fait fermer temporairement l'entreprise qui construit le drone Watchkeeper (4).

Richard Falk, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens, a demandé dans un rapport, remis aux membres de l'Assemblée générale des Nations Unies, de boycotter l'entreprise Elbit Systems (5).

Les États, dont la France au regard de ses engagements européens et internationaux, ont pour obligation de garantir qu'Israël, comme tout autre État, se conforme au droit international. Nous demandons au gouvernement français de ne pas rendre les contribuables français complices du manquement de la France à ses obligations, mais aussi d'un soutien de fait à une industrie militaire israélienne au service d'une politique coloniale, meurtrière et illégale.

(1) <http://pasdedronesisraeliens.wesign.it/fr>

(2) <http://investigate.afsc.org/company/elbit-systems-ltd>

(3) <https://www.stopthewall.org/divest-elbit>

(4)

<https://corporatewatch.org/news/2014/aug/13/uk-subsiary-israeli-drone-manufacturer-shut-down-gaza-protest>

(5) <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=29260#.Vf3Sn0kfVhA>

La Campagne BDS France

www.bdsfrance.org

campagnebdsfrance@yahoo.fr

ENGLISH:

21th September 2015

No to drones of Israeli origin for the French army !

In the framework of the programme to re-equip its army, France will take a decision by the end of 2015 on which model of drone it intends to purchase. In this arms race, we are glad to note that at least one Israeli corporation has already been excluded: Israel Aerospace Industries (IAI). However, we are demanding via a petition (1) that the Israeli weapons manufacturer Elbit Systems also be excluded from the bidding.

The BDS France campaign (Boycott-Divestment-Sanctions against Israel until it respects international law and the universal principles of human rights) is concerned about another drone competing in the bid: the Watchkeeper developed by Thalès (UK). This drone functions with technology developed by Elbit Systems for the Hermes 450, one of the drones favoured by the Israeli army for use against the Palestinian population in general, and that of Gaza in particular.

Let us not forget that in Gaza in July-August 2014 Israel assassinated more than 2,200 Palestinians of whom 550 were children (United Nations figures). This massacre, distinguished as a war crime according to the norms of international law, was made possible by the use of drones manufactured by Elbit Systems.

Elbit Systems, which uses the Palestinian population as laboratory animals in order to test its weapons, in violation of the Fourth Geneva Convention, also manufactures White Phosphorus (2), an appalling chemical weapon used against the civilian population in Gaza. It also participates directly in the construction of the illegal wall in the West Bank

In the context of the international campaign initiated by Palestinian civil society for a military embargo against the State of Israel, Elbit has been the target of an international campaign (in Australia, Brazil, Germany, Norway, Switzerland, United Kingdom...) due to its direct involvement in the oppression of the Palestinian people. (3) In August 2014, a protest by British activists led to the temporary closing-down of the factory of the company manufacturing the Watchkeeper drone. (4)

Richard Falk, the United Nations Special Rapporteur on the situation of human rights in the occupied Palestinian Territories, called for the boycott of Elbit Systems in a report to the United Nations General Assembly. (5)

States, including France in line with its European and international commitments, have the obligation to guarantee that Israel, like any other State, complies with international law. We are asking the French government not to make French taxpayers complicit in France's failure to meet its commitments, nor in its *de facto* support for an Israeli military industry in the service of colonial, murderous and illegal policies.

(1) <http://pasdedronesisraeliens.wesign.it/fr>

(2) <http://investigate.afsc.org/company/elbit-systems-ltd>

(3) <https://www.stophewall.org/divest-elbit>

(4)

<https://corporatewatch.org/news/2014/aug/13/uk-subsiary-israeli-drone-manufacturer-shut-down-gaza-protest>

(5) <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=29260#.Vf3Sn0kfVhA>

BDS France Campaign

www.bdsfrance.org

campagnebdsfrance@yahoo.fr

Sur les déclarations d'Emmanuel Macron en Israël

Quelques réflexions sur les déclarations d'Emmanuel Macron en Israël

Georges Gumpel, Campagne BDS France, le 9 septembre 2015

Emmanuel Macron – ministre de l'économie – était ces derniers jours en Israël où il s'est livré – entre la signature de nombreux contrats commerciaux juteux – à plusieurs déclarations des plus instructives.

Nous retiendrons en priorité celle faite devant les « franco-israéliens » au cours de laquelle, il a entrepris des comparaisons historiques qui ne peuvent nous laisser indifférents, que l'on soit ou non juif, mais français certainement.

Monsieur Macron a évoqué le siège de Saint Jean D'Acre imposé par Bonaparte en 1799 au cours de la campagne d'Egypte aux habitants de la ville qui refusaient de capituler, la jambe perdue auparavant à Sedan par le général de Caffarelli du Falga.

Il n'a pas expliqué à nos « demi- compatriotes » que cette guerre de conquête entreprise par Bonaparte en Egypte et les crimes commis tout au long (ceux commis à Saint Jean d'Acre particulièrement), étaient en réalité les premiers massacres coloniaux modernes, rappelant – involontairement – la filiation politique absolue entre les conquêtes coloniales européennes de la fin du XVIIIe siècle, celles du XIXe siècle et le sionisme, dès sa naissance.

Plus que cette jambe perdue à Sedan par un coupeur de têtes, Emmanuel Macron aurait dû rappeler les mots de Bonaparte, devenu Empereur ensuite, affirmant dans ses confidences à Madame de Rémusat: « *En Egypte, je me trouvais débarrassé du frein d'une civilisation gênante. Je rêvais toutes choses et je voyais les moyens d'exécuter tout ce que je rêvais* ».

Ces freins, d'une civilisation gênante – cette civilisation

occidentale naissante au lendemain de la Révolution française – ont depuis toujours été rompus par les gouvernements israéliens successifs devenus maîtres, depuis la Nakba, de la colonisation, l'occupation, la répression du peuple palestinien, l'apartheid et la destruction de la Palestine.

Ailleurs, et devant un autre auditoire, Emmanuel Macron, ministre de l'économie, a fait un parallèle malhonnête entre la Shoah et BDS, reprenant à son compte les accusations mensongères du CRIF et de ses agents, affirmant que le BDS était interdit en France (depuis quand Monsieur Macron ?), martelant dans la foulée : « les Juifs sont chez eux en France, pas les antisémites ».

Qu'est-ce à dire Monsieur le ministre : que la campagne BDS – Boycott, Désinvestissements et Sanctions – serait une campagne antisémite ?

Que la société civile française, celle qui s'engage de plus en plus nombreuse dans la campagne BDS serait toute entière antisémite ?

Comme le serait la société civile mondiale, elle aussi engagée dans ce large mouvement pacifique et non violent ?

Quand nous ne cessons d'expliquer que la campagne BDS est tout sauf antisémite, qu'elle ne concerne que la politique israélienne à l'encontre du peuple Palestinien, tous les Palestiniens, où qu'ils soient et jamais les Juifs israéliens en tant que tels, les Juifs français, moins encore, quelques soient leurs positions vis à vis d'Israël ?

Amalgame et chantage malhonnêtes que nous ne pouvons accepter, pas plus que les menaces sous-jacentes que ceux ci laissent présager.

La société civile est majeure, consciente, elle ne peut se laisser intimider par ces amalgames sans principes.

Elle n'est ni raciste ni xénophobe à l'inverse des hommes politiques au pouvoir.

Elle n'est pas antisémite à l'inverse des groupuscules d'extrême droite qui ont pignon sur rue et distillent leur venin à longueur de temps en toute liberté.

Elle est généreuse plus exactement, soucieuse de l'application

du droit international en faveur des Palestiniens, exigeante à propos du respect du droit international par Israël, puissance occupante.

En réalité, et bien qu'involontairement, Emmanuel Macron, ministre de l'économie, a clairement mis en évidence la continuité – sur la longue durée – de la politique coloniale française au Moyen-Orient, sa complicité avec le régime d'apartheid israélien, les liens idéologiques qui unissent la France et Israël.

Confirmant – involontairement toujours – les analyses pertinentes faites par la société civile palestinienne en 2005 lorsque celle ci a lancé son appel à la société civile mondiale pour que celle ci s'empare de l'arme pacifique qu'est la campagne BDS.

D'une certaine manière, nous ne pouvons qu'être reconnaissants envers Monsieur Emmanuel Macron, ministre de l'économie, pour cet éclairage honnête de la vision politique française au Moyen-Orient, celle sur la Palestine particulièrement.

Nous ne pouvons que le remercier d'être allé dans les salles du musée du Louvre chercher son inspiration auprès des tableaux peints à la gloire du colonialisme français naissant pour illustrer la persistance de la France dans sa vision coloniale du monde.

Nous nous plaisons même à imaginer, qu'au cours de cette visite instructive, il était accompagné par la jeune et brillante ministre de la culture israélienne Miri Réguev qui vient de déclarer que les femmes palestiniennes du village de Nabi Saleh qui ont sauvé un gamin blessé de 12 ans des griffes d'un vaillant soldat de Tsahal auraient dû être abattues !

Serait-ce Monsieur Macron de l'antisémitisme, que de dire que nous sommes horrifiés par ces propos ?

C'est pourquoi, et plus que jamais, nous sommes déterminés à développer, partout en France, le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien opprimé, à dénoncer le soutien et l'impunité dont bénéficie Israël.

L'impact du BDS sur l'économie israélienne – Focus sur 2014

Shir Hever, conférence à Bonn, Allemagne, le 14 mars 2015

L'année 2014 a été l'année pendant laquelle le mouvement BDS mondial (boycott – désinvestissement – sanctions) a atteint les grands médias en Israël. Un nouveau magazine d'actualités diffusé aux heures de grande écoute a consacré 20 mn au BDS (le 18 janvier), et la plupart des ministres du gouvernement ont réagi. Les nouvelles directives adoptées par l'Europe sont entrées en application en janvier 2014 et ont expliqué au public israélien le fait que la pression internationale sur Israël allait continuer à augmenter. La Ministre de la justice, Tzipi Livni, a averti qu'Israël allait vers une situation semblable à celle de l'Afrique du Sud du temps de l'Apartheid : boycottée par le reste du monde.

Un très rapide résumé des principaux événements BDS en 2014 comprend la décision du fond de pension Néerlandais PGGM de désinvestir de cinq banques israéliennes, la perte par Véolia d'un contrat de 4 milliards de dollars à Boston ; Scarlett Johansson a dû abandonner son rôle d'Ambassadrice d'Oxfam à cause de sa participation à la promotion commerciale de Sodasteam ; la plus grande banque danoise a blacklisté la banque israélienne Hapoalim ; le parlement sud africain a voté une résolution de soutien à BDS ; deux firmes européennes ont abandonné le projet de construction d'un port à Ashdod ; le syndicat des étudiants de l'Université du Kent a annulé un contrat avec G4S ; le fond de pension luxembourgeois FDC a désinvesti de 9 firmes israéliennes ; le syndicat des étudiants de l'université de Galway adopte le BDS ; l'église

méthodiste US appelle au boycott de Sodastream ; Buenos Aires annule un contrat de 170 millions avec Mekorot (la compagnie d'eau portugaise EPAL a rejoint le boycott une semaine plus tard) ; le syndicat national des enseignants du Royaume Uni adopte le boycott ; l'UE bannit l'exportation de volailles des colonies puis étend l'interdiction aux productions animales ; le rappeur Talib Kweli annule un concert en Israël ; l'association des étudiants de l'université de Santa Cruz passe une motion pour désinvestir ; Bill Gates vend ses parts dans G4S ; G4S annonce qu'il va mettre fin au contrat avec les prisons israéliennes ; l'église presbytérienne vote pour désinvestir de Caterpillar, HP et Motorola ; le fond de pension Néerlandais ABP désinvestit de deux entreprises d'armement israéliennes ; Sinéad O'Connor annonce qu'elle ne jouera pas en Israël ; quatre municipalités écossaises adoptent BDS ; Georges Soros vend ses actions Sodastream ; un cargo israélien est empêché de décharger à Oakland pendant 4 jours ; la chaîne de supermarchés SuperValu arrête de vendre des produits israéliens en Irlande. Cette très longue liste n'est que partielle. Évidemment ce n'est pas quelque chose que les Israéliens peuvent ignorer.

En 2005, quand plus de 170 organisations de la société civile palestinienne lancèrent l'appel du BDS, de fortes discussions sur la question s'ensuivirent dans la gauche israélienne. Des membres de la gauche (comme Uri Avneri), dirent que le BDS allait faire que les Israéliens se sentiraient coincés, que la société israélienne s'enfermerait encore plus dans sa forteresse défensive et que son agressivité contre les Palestiniens augmenterait. Cet avertissement s'est avéré absolument vrai, et l'année 2014 fut celle où c'est devenu absolument évident. Nous reviendrons sur cet avertissement à la fin de cet exposé.

Comme il est facile d'ignorer les premiers mois de 2014, au regard de ce qui s'est passé ensuite. Mahmoud Abbas forme le gouvernement d'union nationale, trois colons sont assassinés,

Netanyahou accuse Hamas et appelle à la vengeance. L'armée israélienne envahit la Cisjordanie, dans un assaut qui conduit rapidement à une invasion et à un bombardement de Gaza comme on ne l'avait jamais vu jusque là. Presque immédiatement après le cessez le feu à Gaza, des affrontements éclatent à Jérusalem. Des opérations militaires et policières massives à Jérusalem Est contre les Palestiniens et une série d'attaques de Palestiniens contre des cibles civiles. Ces événements de sont pas sans lien avec la pression internationale sur Israël.

Le lien se trouve dans les débats en Israël sur le niveau de vie, la détérioration des conditions sociales, la stagnation des salaires et l'augmentation croissante du coût de la vie et le manque de logements. Les protestations sociales en Israël se sont bien gardées d'en parler, mais de nombreux Israéliens réalisent que les ressources nécessaires pour changer la situation sociale en Israël sont accaparées par la sécurité et l'armée. Aucun pays développé au monde ne dépense, pour la sécurité, une part du budget de l'État équivalente à celle d'Israël. L'organisation suédoise SIPRI estime les dépenses militaires israéliennes à 6 ou 8 % du PIB, mais l'organisation israélienne de droite INSS (Institut National des Études de Sécurité) avance des chiffres encore supérieurs. Il n'y a pas de pays plus militarisé au monde qu'Israël, mais, quand des politiciens tentent de couper dans le budget de la défense, les haut gradés de la défense effraient le public avec le terrorisme, Daech, Hamas, la Syrie etc. Après les élections de 2013 en Israël, les médias ont présenté une analyse en termes de deux discours en compétition : un discours socio-économique vs un discours sécuritaire. C'est une équation cruciale et un message clair. Si les gens sont plus préoccupés par leur niveau de vie, la puissance militaire d'Israël peut en souffrir. Si la sécurité prend la priorité, aucune avancée ne sera possible pour le bien-être du public.

Le mouvement BDS change la donne parce qu'il met cela au grand jour : la société israélienne doit payer un prix

économique pour l'occupation, la colonisation et l'apartheid. Ce ne sont pas seulement quelques économistes qui spéculent sur la manière dont le niveau de vie pourrait augmenter si on parvenait à la paix. C'est un mouvement mondial qui appelle à une pression économique pour qu'Israël respecte le droit international, et tous les Israéliens sont conscients de son existence.

En 2014, Abbas a pris un grand risque en formant le gouvernement d'unité nationale et en signant la convention de Rome de la Cour de Justice Internationale de La Haye. Et le 5 mars 2015 (la semaine dernière), l'OLP a voté la suspension de la coopération de sécurité avec Israël. Ces changements sont importants. Ils peuvent sonner la fin de l'Autorité Palestinienne, mais plus important, ils dissipent l'illusion qu'il y a un processus de paix, et par là même ils sapent la principale stratégie du gouvernement israélien de maintien du statu quo – le bluff de la poursuite d'un processus de paix.

La réponse du gouvernement israélien fut extrêmement brutale, comme vous le savez tous. La mort, les blessures, les souffrances et la pauvreté infligées aux Palestiniens en 2014 ne peuvent pas convaincre les Palestiniens de cesser leur lutte pour la liberté, mais peuvent lever les flammes de la violence et rendre certain qu'en Israël les généraux se mettent en scène et donnent des interviews tous les jours au journal du soir. Ce n'est pas une mince affaire pour le gouvernement israélien. L'invasion de Gaza a suscité une forte résistance et causé un énorme dommage à l'économie israélienne. Sans même compter les torts à long terme sur l'industrie touristique, le centre de recherches Adva estime que l'attaque « Bordure protectrice » de Gaza a coûté de 10 à 12 milliards de NIS (environ 2,5 milliards d'Euros). Et ceci alors que tous les services sociaux en Israël sont en crise.

Le seul espoir pour le gouvernement de droite israélien est de changer de sujet pour maintenir la population en état de peur permanente. Ils essaient de changer de registre pour que

les gens ne pensent pas « oh, mes conditions de vie sont mauvaises parce que le monde nous boycotte à cause de notre politique », mais « oh, mes conditions de vie sont mauvaises parce que nous devons acheter plus d'armes pour combattre le Hamas qui veut nous tuer ». Netanyahu a été interrogé le 31 août sur l'importance du budget de la défense prévu pour 2015, et sa réponse a été révélatrice de la position du gouvernement israélien. Il a dit «La vie passe avant la qualité de la vie ». Sa survie politique repose sur le conflit. Et c'est pourquoi son gouvernement a duré moins de 2 ans. Il a appelé à des élections anticipées parce qu'il a besoin d'élections dans la foulée du conflit armé de 2014, tant que le souvenir de la peur est encore frais, dans le but d'éviter une discussion sur l'économie et les questions sociales.

C'est exactement l'avertissement que donnaient ceux qui critiquent le BDS. Ils disaient que la pression internationale allait pousser la société israélienne plus à droite, que le gouvernement deviendrait désespéré et plus violent. Ils avaient raison bien sûr, mais ce n'est qu'une partie du tableau, comme l'ont dit les militants du mouvement BDS depuis le début. L'autre aspect de la question est : quelle est l'alternative ? Croyons nous que sans la pression internationale Israël abandonnera son contrôle du territoire palestinien et commencera à respecter le droit international ? Bien sûr que non. Et y a-t-il jamais eu dans l'histoire un cas d'empire colonial abandonnant son pouvoir et respectant les droits des populations autochtones de sa propre volonté ? Pas un seul. Ce n'est que quand les peuples autochtones mènent une longue et difficile lutte qu'ils peuvent forcer les maîtres coloniaux à cesser la répression.

Pouvons nous être sûrs qu'après toute cette violence et cette répression, la pression va forcer le gouvernement israélien à reconnaître les droits des Palestiniens et en finir avec le système d'apartheid ? Je ne pense pas que l'on puisse en être sûr. Une lutte sanglante est en cours, et la

violence ne tire pas le meilleur des peuples. Le gouvernement israélien développe des formes de répressions plus sophistiquées, alors que de nombreux Palestiniens perdent espoir et décident de renoncer à la vie pour faire un peu souffrir leurs occupants.

BDS, cependant, est une force d'espoir. Parce que c'est un mouvement basé sur les droits et établi sur le droit international, il s'ouvre à tout le monde. Il rappelle aux Israéliens que leur société est construite sur de graves injustices, et que s'ils nient l'existence de ces injustices, ils seront isolés en permanence dans le monde. Il rappelle aux Palestiniens qu'il existe une stratégie de libération qui ne passe pas par le canon du fusil. C'est pourquoi Netanyahu (et d'autres dirigeants israéliens) sont si menacés par BDS et que depuis 2012 Netanyahu ne cesse de répéter que BDS est antisémite. Aucune autre déclaration de Netanyahu n'a conduit autant de Juifs du monde entier à soutenir BDS.

Vraiment, le temps presse, parce que les Palestiniens perdent patience, et parce que le public israélien se résigne graduellement à vivre dans un état sécuritaire, avec des drones dernier cri volant sur leurs têtes mais avec des hôpitaux et des salles de classe dignes du tiers monde. Mais grâce à la lutte persistante des Palestiniens et au soutien qu'elle reçoit du mouvement de solidarité internationale, il y a aussi des fissures dans la machine de guerre israélienne. Par exemple, il y a une importante émigration d'Israéliens éduqués hors d'Israël, un message pour ceux qui restent en Israël, que l'idéologie sioniste ne convainc plus les gens de sacrifier leur qualité de vie pour les idéaux sionistes. Après tout, à Berlin vous pouvez avoir à la fois la vie et de meilleures conditions de vie.

Mais sans doute avez-vous entendu que de nombreux Juifs (en particulier de France) viennent en Israël, à cause de la soi-disant vague antisémite en Europe. **Le 18 février, Zvi Barel de Ha'aretz a écrit : « Les Juifs qui ont souffert de**

l'antisémitisme européen vont l'échanger contre le racisme israélien. Ils vont découvrir qu'ils sont devenus citoyens d'un pays occupant, cette même occupation qui a contribué à ce même antisémitisme qui les a fait faire leurs valises en premier lieu... » Il est important de comprendre que n'importe quel Juif européen peut venir en Israël et recevoir un passeport, des cours d'Hébreu gratuits et quelques autres avantages. Après quelques semaines ou quelques mois, ils peuvent rentrer chez eux en France. Mais le gouvernement israélien veut présenter cela comme une « immigration de masse » et même l'ambassadeur en Allemagne Ya'akov Hadas a rejoint les antisémites en appelant les Juifs européens à partir de chez eux pour aller en Israël. Ne vous inquiétez pas, très peu ont été convaincus.

Nous ne pouvons pas savoir à l'avance quel serait le point de rupture de la société et du gouvernement israéliens. Je ne sais pas quand ils vont réaliser qu'ils n'ont pas d'autre choix que celui de respecter les droits des Palestiniens en tant qu'être humains. Mais nous savons que lorsqu'ils l'auront fait, leurs opinions politiques changeront aussi. En Afrique du Sud, juste avant la chute de l'Apartheid, la grande majorité de la population blanche soutenait l'Apartheid. Juste après sa chute, ils disaient tous « nous avons toujours été contre ». Il n'y a pas de raison de penser que l'Apartheid en Palestine finisse autrement.

Source:

<https://senderfreiespalaestina.de/english.htm>

Traduction : SF pour BDS France